

Insee Conjoncture

Normandie



N° 18

Juin 2019

Le bilan économique
La Normandie poursuit sa reprise
sur une pente douce

Comme chaque année, plusieurs services contribuant au Système Statistique Public se sont associés pour présenter le bilan économique de l'année 2018 en Normandie.

Piloté par l'Insee, ce bilan a été réalisé en partenariat avec :

- le Service des affaires régionales de la Banque de France ;
- le Bureau de l'observation et des statistiques de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) ;
- le Service régional de l'information statistique et économique (SRISE) de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) ;
- le Pôle 3 E - Entreprise Emploi Économie / Affaires internationales, et le Service études statistiques et évaluation de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE).

Qu'ils en soient tous ici vivement remerciés.

Harmonisé entre toutes les régions, ce document retrace l'année économique de la Normandie. Il est composé de chapitres thématiques, volontairement courts et synthétiques, ainsi que d'une synthèse. Les différents thèmes abordés dressent, de façon complémentaire et cohérente, le bilan économique d'une région normande qui doucement poursuit sa reprise, dans un contexte de ralentissement de la croissance française.

Le Directeur régional de l'Insee Normandie

Daniel Brondel



Sommaire

Synthèse régionale	2
La Normandie poursuit sa reprise sur une pente douce	
Contexte national	3
L'économie française en ralentissement	
Emploi salarié	4
Hausse modérée de l'emploi salarié en 2018	
Chômage	6
Troisième année consécutive de baisse du chômage en Normandie	
Démographie d'entreprise	8
Un niveau record de créations d'entreprise en 2018, porté par le micro-entrepreneuriat et l'entreprise individuelle	
Économie	10
L'économie normande s'est bien comportée en 2018 et les perspectives pour 2019 restent encore bien orientées	
Agriculture	12
Le prix des céréales et la production laitière, marqueurs de l'année agricole 2018	
Construction	14
La construction portée par le non résidentiel	
Transport	16
En 2018, le trafic de marchandises et le transport de passagers sont en hausse dans les ports, sur l'axe Seine et dans les aéroports	
Tourisme	18
En 2018, la Normandie attire la clientèle française	
Commerce extérieur	20
Hausse de la facture énergétique en 2018, un déficit commercial qui se détériore	
Synthèse départementale – Calvados	22
Le tertiaire marchand, moteur de la croissance de l'emploi	
Synthèse départementale – Eure	24
Hébergement-restauration, commerce et construction, principaux créateurs d'emplois	
Synthèse départementale – Manche	26
Plus forte création d'emplois et taux de chômage le plus bas de la région	
Synthèse départementale – Orne	28
La baisse de l'emploi se poursuit en 2018	
Synthèse départementale – Seine-Maritime	30
Le chômage passe sous la barre des 10 %	
Définitions	32

Synthèse régionale

La Normandie poursuit sa reprise sur une pente douce

Jean-Louis Reboul, Insee Normandie

Dans le contexte d'une économie française qui ralentit, les enquêtes réalisées par la Banque de France au niveau régional montrent que l'économie normande s'est bien comportée en 2018. Quel que soit le secteur d'activité (industrie, services ou BTP), les entreprises interrogées signalent une progression de leur chiffre d'affaires, à un rythme toutefois modéré par rapport à 2017. Le commerce extérieur constitue pourtant un point noir. La remontée du prix du pétrole, premier poste d'importation de la région, est en grande partie responsable de la détérioration du déficit commercial normand, qui dépasse 9 milliards en 2018, soit 64 % de plus que l'année précédente.

En lien avec la croissance modérée de l'économie, on observe en Normandie, pour la troisième année consécutive, une progression sur le terrain de l'emploi. En 2018, notre région gagne près de 3 000 emplois (+0,3 % par rapport à 2017). Cette hausse reste toutefois deux fois moins vive que celle observée en France (+0,6 %). Les effectifs de la quasi-totalité des grands secteurs d'activité augmentent, c'est le cas de l'agriculture, l'industrie, la construction et le tertiaire marchand. Seule la dynamique du tertiaire non marchand reste négative avec une baisse significative de 1 700 emplois, soit -1,4 %. Les tendances normandes sont les mêmes qu'au niveau national, avec une pente généralement moins favorable. À cet égard, l'industrie fait figure d'exception, l'augmentation normande s'avérant légèrement supérieure à celle de la France.

C'est le tertiaire marchand qui apporte la plus forte contribution à la hausse des effectifs normands avec un solde positif de 3 200 salariés, soit +0,6 %. Dans ce secteur, la croissance est

particulièrement marquée pour l'information/communication, l'hôtellerie/restauration et les services aux entreprises. En revanche, le travail temporaire, en augmentation continue de 2013 à 2017, marque le pas en 2018 (-700 intérimaires par rapport à 2017). Après une dizaine d'années de baisse, les effectifs augmentent dans l'industrie en 2018. Avec un solde positif de 800 emplois (+0,4 %), elle retrouve son niveau de mi-2016. La chute enregistrée dans le secteur de la fabrication de biens d'équipement est plus que compensée par la hausse de ceux de l'énergie/eau/déchets/cokéfaction et de la fabrication de matériels de transport. La construction bénéficie aussi, pour la deuxième année consécutive, d'un gain d'emplois salariés (+500, soit +0,7 %).

Une analyse géographique plus fine fait apparaître, au regard de l'évolution de l'emploi, trois groupes de départements. Dans la Manche et le Calvados les augmentations sont nettement supérieures à la moyenne régionale et même, en ce qui concerne la Manche, à la moyenne nationale. Le tertiaire marchand tire ces deux départements vers le haut, avec l'industrie pour la Manche et la construction pour le Calvados. La Seine-Maritime et l'Eure sont dans une situation atone de stabilité de l'emploi malgré la bonne tenue, dans les deux cas, de la construction. Enfin l'Orne est le seul département normand qui perd des emplois, cette décroissance se déclinant dans l'ensemble des secteurs d'activité.

À la fin de l'année 2018, le taux de chômage s'établit en Normandie à 8,7 %. Concomitamment à la hausse de l'emploi, la baisse du chômage s'est donc poursuivie en 2018 (-0,2 %), à un rythme cependant beaucoup moins sou-

tenue qu'en 2017 (-1,1 %). Le taux de chômage régional atteint là son niveau le plus bas depuis une dizaine d'années. L'amélioration du marché du travail profite en premier lieu aux jeunes de moins de 25 ans et aux hommes, le stock de demandeurs d'emploi (catégories A+B+C) baissant sensiblement, de plus de 3,0 %, pour ces deux groupes. Au contraire, les femmes ne profitent que peu de cette embellie et les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans sont en légère augmentation. De même, la part des personnes inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an ne cesse de croître, cette situation concernant aujourd'hui presque un chômeur sur deux.

Comme le marché du travail, la démographie d'entreprise montre une dynamique positive, le chiffre de plus de 22 000 entreprises créées en 2018 constituant même un record en Normandie. Mais, cette hausse spectaculaire est exclusivement portée par les entreprises individuelles et les micro-entreprises. ■

Contexte national

L'économie française en ralentissement

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle

L'activité américaine est portée par les mesures fiscales, celle de la zone euro ralentit

En 2018, l'activité aux États-Unis connaît un regain de croissance (+ 2,9 % après + 2,2 %) portée par un fort rebond des dépenses gouvernementales et par les mesures fiscales en faveur du revenu des ménages et de l'investissement des entreprises. En revanche, après un pic d'activité en 2017 (+ 2,5 %) inédit depuis 2007, la croissance en zone euro ralentit (+ 1,8 %) malgré une politique monétaire de la Banque centrale européenne toujours très accommodante. Cette baisse de régime affecte différemment la croissance des principaux pays : l'activité en Italie et en Allemagne se replie durant le second semestre 2018, l'activité française ralentit nettement tandis que l'Espagne conserve un rythme de croissance dynamique. La croissance britannique s'esouffle aussi un peu, sa demande intérieure ralentissant dans un contexte d'attentisme lié au Brexit.

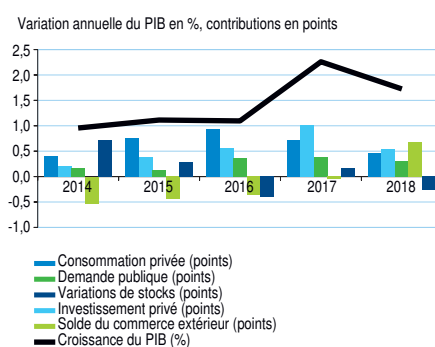
L'économie française ralentit en 2018 après une année 2017 dynamique

Après avoir crû vivement en 2017 (2,3 %), le PIB français ralentit en 2018 (+ 1,7 %, *figure 1*). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,7 point), plus forte contribution depuis 2012. En effet les importations ralentissent davantage (+ 1,2 % après + 3,9 %) que les exportations (+ 3,6 % après + 4,7 %). Les entreprises déstockent en 2018 (contribuant pour - 0,3 point à la croissance annuelle, après + 0,2 en 2017), et la demande intérieure hors stock est freinée par la consommation des ménages (contribution de + 0,5 point à la croissance du PIB après + 0,7 point) et la demande publique (+ 0,3 point après + 0,4 point).

L'investissement des entreprises décélère mais reste robuste

L'investissement des ménages ralentit nettement en 2018 (+ 1,5 % après + 5,6 % en

1 Les ralentissements de la consommation et de l'investissement freinent la croissance du PIB



Champ : France

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014

2017), notamment en raison du repli des mises en chantier et de la stabilisation des transactions de logements anciens. Par ailleurs, l'investissement des entreprises ralentit tout en restant robuste (+ 2,8 % après + 4,7 % en 2017) dans un contexte de taux d'utilisation des capacités productives dans l'industrie manufacturière à son plus haut niveau depuis 10 ans (85,1 %).

Le rythme des créations d'emploi conduit à une baisse un peu moins rapide du chômage

L'emploi total progresse en glissement en fin d'année 2018 de + 164 000 après + 343 000 fin 2017 (dont + 150 000 sur le champ salarié marchand non agricole après + 323 000 en 2017). Ainsi, en moyenne annuelle, le taux de chômage poursuit un peu plus lentement son repli pour atteindre 9,1 % de la population active française, après 9,4 % et 10,0 % en 2016.

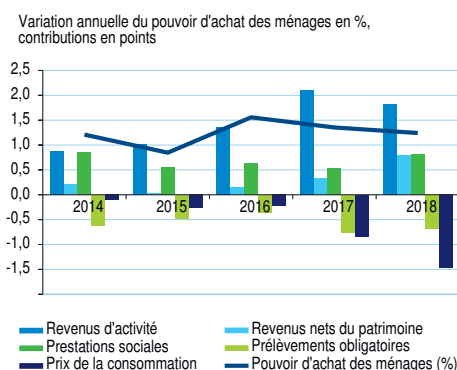
Le pouvoir d'achat ralentit légèrement du fait de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix à la consommation accélèrent en 2018 pour la troisième année consécutive (+ 1,8 %, après + 1,0 % en 2017), conduisant à un léger ralentissement du pouvoir d'achat des ménages : + 1,2 % après + 1,4 % en 2017 (*figure 2*). Le ralentissement de la masse salariale pro-

venant de celui de l'emploi joue également dans le même sens. En revanche, le ralentissement du pouvoir d'achat est atténué par l'accélération des revenus du patrimoine, des prestations sociales en espèces et le ralentissement des prélèvements fiscaux.

En outre, la chronique infra-annuelle de l'évolution du pouvoir d'achat est marquée en 2018 par plusieurs mesures nouvelles (basculer CSG-cotisations sociales, réduction de taxe d'habitation, fiscalité indirecte sur le tabac et l'énergie notamment). ■

2 Le regain d'inflation en 2018 conduit à de moindres gains de pouvoir d'achat



Champ : France

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014

Emploi salarié

Hausse modérée de l'emploi salarié en 2018

En Normandie, en 2018, l'emploi salarié progresse de 0,3 %, soit deux fois moins vite qu'en France (hors Mayotte). Les effectifs salariés augmentent dans l'ensemble des grands secteurs d'activité, à l'exception du tertiaire non marchand. Les secteurs les plus dynamiques appartiennent au tertiaire marchand (information-communication, hébergement-restauration et services aux entreprises hors intérim) ou à l'industrie (énergie-eau-déchets-cokéfaction-raffinage et fabrication de matériels de transport). Après plusieurs années de croissance, l'intérim recule en 2018.

Tous les départements normands bénéficient de cette progression de l'emploi salarié sauf l'Orne.

Sandrine Rochelle, Insee Normandie

Fin 2018, en Normandie, 1 158 800 personnes sont salariées du secteur privé, de la fonction publique, de l'agriculture ou encore de particuliers employeurs (*avertissement*). L'emploi salarié total gagne près de 3 000 emplois en 2018, soit une augmentation de 0,3 % en Normandie, contre 0,6 % au niveau national (*figure 1*). Cette progression est observée dans presque tous les grands secteurs d'activité (*figure 2*), l'agriculture (+ 1,2 %), la construction (+ 0,7 %), le tertiaire marchand (+ 0,6 %) et l'industrie (+ 0,4 %). Le tertiaire non marchand affiche à l'inverse une dynamique négative avec une baisse de 0,4 %. Ces évolutions régionales suivent les mêmes tendances qu'au niveau national, mais généralement avec une ampleur moins favorable.

Un gain de 3 000 emplois en Normandie

Le secteur du tertiaire marchand rassemble en Normandie plus de 489 100 salariés fin 2018, ce qui représente 42,0 % de l'ensemble des salariés normands, une part sensiblement plus faible que celle observée en France (49,0 %). Son stock d'emplois a crû en 2018 de près de 3 200 unités (soit + 0,6 % contre + 0,9 % au niveau national). En Normandie, la hausse est portée par le secteur de l'information-communication (+ 2,8 %), l'hébergement-restauration (+ 2,3 %) et les services aux entreprises hors intérim (+ 1,8 %). En effet, les services liés aux nouvelles technologies (notamment les télécommunications, l'édition de logiciels, les services informatiques ou liés à Internet) sont toujours dynamiques. De même, les em-

ploiés liés au tourisme bénéficient de la hausse de l'activité dans ce secteur, en lien avec la forte progression de la fréquentation touristique dans la région en 2018. À l'inverse, la croissance de l'emploi salarié dans l'intérim pendant les années 2013 à 2017 semble s'être stoppée. En 2018, l'intérim recule ainsi de 1,6 % en Normandie, mais la baisse régionale reste mieux contenue qu'au niveau national (- 3,3 %).

Avec 70 400 salariés fin 2018, le secteur de la construction enregistre un gain de près de 500 unités par rapport à 2017. Ce secteur est donc en hausse pour la deuxième année consécutive, alors qu'il chutait depuis le début de la décennie. La reprise est toutefois moins marquée en Normandie qu'en France (respectivement + 0,7 % et + 1,9 %).

L'industrie à la hausse

L'industrie est significativement sur-représentée en Normandie. Fin 2018, 196 300 salariés normands sont employés dans ce secteur, soit 17,0 % du total, contre 13,0 % en France. L'industrie normande ne perd plus d'emplois en 2018 ; elle en gagne même près de 800 et retrouve son niveau de mi-2016. La hausse de 0,4 % est même légèrement supérieure à celle observée nationalement (+ 0,3 %). La baisse importante de l'emploi salarié dans la fabrication de biens d'équipement (- 1,7 %) est plus que compensée par la hausse dans le secteur regroupé de l'énergie-eau-déchets-cokéfaction-raffinage (+ 1,4 %) et dans celui de la fabrication de matériels de transport (+ 1,3 %).

Forte croissance dans la Manche

La croissance de l'emploi salarié en 2018 concerne l'ensemble des départements de Normandie (*figures 3 et 4*), sauf l'Orne où il est en baisse dans tous les grands secteurs d'activité. La Manche (+ 1,1 %, grâce à l'industrie et au tertiaire marchand) et le Calvados (+ 0,5 %, grâce au tertiaire marchand essentiellement) sont les départements normands les plus dynamiques (*figure 5*). ■

Avertissement

À partir des résultats du premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) localisées, réalisées en partenariat avec l'Acosse et les Urssaf (champ hors intérim) ainsi que la Dares (sur l'intérim), s'est étendu. En 2017, les ETE publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand – hors agriculture et activité des particuliers employeurs – en France métropolitaine. Depuis 2018, le champ des ETE localisées comprend les départements d'outre-mer (hors Mayotte) et l'ensemble de l'emploi salarié, donc y compris les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution.

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

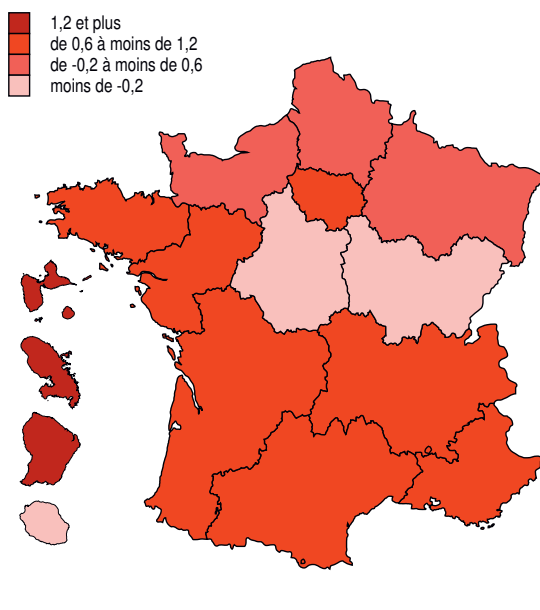
Pour en savoir plus

• Tableau de bord de la conjoncture en Normandie : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2122336>

1 Évolution régionale de l'emploi salarié total

France hors Mayotte : 0,6 %

Glissement annuel 2018-2017 (en %)



©IGN-Insee 2019

Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

2 Emploi salarié total par secteur d'activité en Normandie en %

Secteur d'activité - NAF rév. 2, 2008	2018 T4 (en milliers)	Glissement annuel		Glissement annuel moyen 2017/2012 ¹	
	Normandie	Normandie	France hors Mayotte	Normandie	France hors Mayotte
Agriculture	15,8	+ 1,2	+ 1,9	+ 1,8	+ 1,0
Industrie	196,3	+ 0,4	+ 0,3	- 1,1	- 0,8
Industrie agro-alimentaire	35,2	- 0,2	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,4
Énergie, eau déchets, cokéfaction, et raffinage	21,6	+ 1,4	+ 0,9	- 0,9	- 0,6
Biens d'équipement	20,3	- 1,7	+ 0,1	- 1,8	- 1,4
Matériels de transport	25,6	+ 1,3	+ 0,1	- 1,8	- 1,2
Autres branches Industrielles	93,6	+ 0,6	+ 0,2	- 1,2	- 1,1
Construction	70,4	+ 0,7	+ 1,9	- 2,8	- 1,4
Tertiaire marchand	489,1	+ 0,6	+ 0,9	+ 0,5	+ 1,3
Commerce	139,3	+ 1,0	+ 0,6	- 0,2	+ 0,4
Transports	68,2	+ 0,8	+ 1,2	- 0,2	+ 0,2
Hébergement - Restauration	40,8	+ 2,3	+ 1,8	+ 1,0	+ 1,7
Information - Communication	12,1	+ 2,8	+ 4,3	- 0,5	+ 1,3
Services financiers	28,9	- 0,2	+ 0,4	- 0,4	+ 0,5
Services immobiliers	9,3	- 2,4	- 0,7	- 0,7	+ 0,4
Services aux entreprises Hors intérim	85,8	+ 1,8	+ 2,4	+ 0,8	+ 1,9
Intérim	44,4	- 1,6	- 3,3	+ 6,9	+ 8,9
Services aux ménages	60,1	- 1,0	- 1,0	- 0,7	- 0,2
Tertiaire non marchand	387,2	- 0,4	- 0,1	+ 0,0	+ 0,6
Total	1158,8	+ 0,3	+ 0,6	- 0,1	+ 0,6

Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Pour l'agriculture, les données de la MSA ne sont plus disponibles depuis le 3^e trimestre 2017 ; l'Insee réalise une estimation sur les trimestres suivants, en prolongeant les tendances récentes.

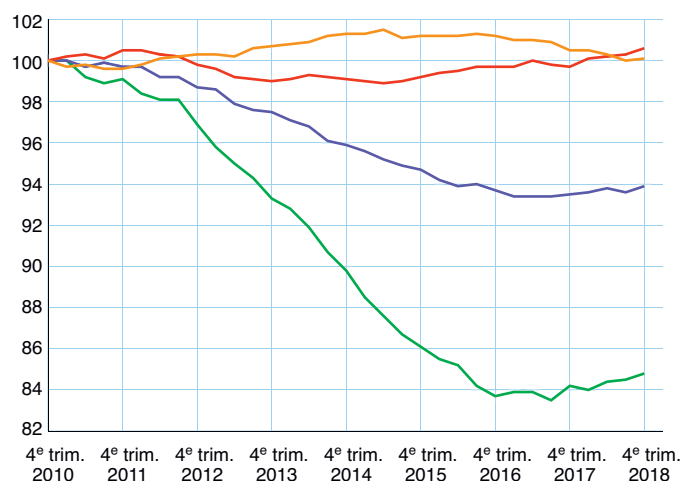
¹ glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié total du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

3 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié total par grands secteurs d'activité en Normandie

Construction
Industrie
Tertiaire marchand hors intérim
Tertiaire non marchand
indice base 100 au 4^e trimestre 2010

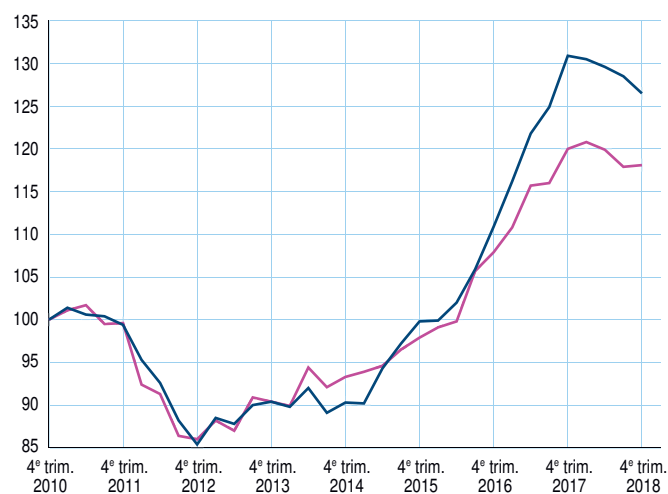


Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

4 Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire

Normandie France hors Mayotte
indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Notes : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi intérimaire en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

5 Emploi salarié total par départements et par grands secteurs d'activité en Normandie en %

	2018 T4 (en milliers)	Glissement annuel					
		Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Intérim	Tertiaire non marchand
Calvados	256,2	ns	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,9	+ 1,7	- 0,1
Eure	175	ns	- 0,4	+ 1,6	+ 0,5	- 2,8	- 0,3
Manche	169,4	ns	+ 2,8	- 0,6	+ 1,9	+ 7,6	- 0,5
Orne	90,9	ns	- 0,9	- 1,1	- 0,2	- 1,9	- 1,0
Seine- Maritime	467,2	ns	+ 0,1	+ 1,3	+ 0,3	- 5,6	- 0,5
Normandie	1 158,80	+ 1,2	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,6	- 1,6	- 0,4

Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Pour l'agriculture, les données de la MSA ne sont plus disponibles depuis le 3^e trimestre 2017 ; l'Insee réalise une estimation sur les trimestres suivants, en prolongeant les tendances récentes.

ns : non significatif.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

Chômage

Troisième année consécutive de baisse du chômage en Normandie

L'amélioration du marché du travail se poursuit en Normandie pour la troisième année consécutive. Le taux de chômage régional est le plus faible depuis dix ans. Cette amélioration profite en premier lieu aux moins de 25 ans ainsi qu'aux hommes. Cependant, le nombre de demandeurs d'emploi ayant une activité réduite reste à un niveau élevé, particulièrement pour les femmes et les 50 ans ou plus. L'ancienneté de la demande d'emploi demeure également prégnante. Ainsi, presque un demandeur sur deux est inscrit à Pôle emploi depuis plus d'un an.

Damien Barthélémy, Direccte Normandie

Fin 2018, le taux de chômage de la Normandie s'établit à 8,7 % (figure 1). Il est légèrement inférieur à celui observé en France (hors Mayotte), qui s'élève à 8,8 %, mais reste un peu au-dessus du taux métropolitain (8,5 %). À partir du 2^e trimestre 2015, où le taux régional était de 10,4 %, la décrue est sensible. Depuis trois ans, la région, comme la France, perd en moyenne 0,5 point de chômage par an (figure 2).

Le taux de chômage au plus bas depuis 10 ans

Le taux de chômage normand varie fortement d'Ouest en Est de la région. C'est à l'Ouest, dans l'ex Basse-Normandie, qu'il est le plus faible, alors qu'à l'Est, dans l'ex Haute-Normandie, il reste historiquement élevé. Ainsi, le département de la Manche est le moins touché avec un taux de 6,6 %. Dans ce département, la zone d'emploi d'Avranches est la plus épargnée de Normandie (5,7 %). À l'Est le département de la Seine-Maritime connaît le plus fort taux (9,8 %). Dans ce département, la zone d'emploi du Havre est la seule dans la région à dépasser le seuil de 10,0 % (11,2 %). S'agissant des autres départements, le chômage s'élève à 8,1 % dans le Calvados et l'Orne, et à 8,8 % dans l'Eure. Pour l'ensemble des territoires, les niveaux actuels du chômage sont les plus bas depuis environ 10 ans.

Au quatrième trimestre 2018, en Normandie, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 165 350 en moyenne sur le

trimestre (figure 3), soit une diminution sur un an de 2,6 % (- 4 450 personnes). C'est la 3^e année consécutive de baisse après 2017 et 2016 (respectivement - 0,8 % et - 3,9 %). Au total, au cours de ces trois années le nombre de demandeurs de catégorie A recule de près de 13 000 personnes, soit - 7,2 % (figure 4). Sur la même période le repli en France a été moins prononcé (- 4,3 %).

Les jeunes et les hommes premiers concernés par la baisse du chômage en 2018

La demande d'emploi des hommes recule plus vivement que celle des femmes en 2018 (- 3,4 % contre - 1,8 %). Cependant, pour les hommes, cette baisse fait suite à une hausse plus forte entre 2009 et 2015. Leur nombre, au quatrième trimestre 2018 reste supérieur à celui des femmes de près de 4 000 unités.

Les évolutions sont contrastées entre les plus âgés et les plus jeunes. Le nombre des 15-24 ans diminue depuis 6 ans (de 33 000 fin 2012 à moins de 27 000 fin 2018). A contrario, l'effectif des 50 ans ou plus a explosé entre 2008 et 2017, passant de 16 000 à près de 44 000. Pour ces derniers, qui représentent dorénavant plus d'un quart des demandeurs de la catégorie A, le léger repli de 1,0 % en 2018 est peut-être le signe annonciateur d'une amélioration.

Le nombre total de demandeurs d'emploi en activité réduite a beaucoup crû de 2009 à 2017 puis s'est stabilisé en 2018 avec environ 121 000 personnes. Dans ces catégories, les

femmes sont nettement majoritaires (70 000, soit 58 % du total). Les situations de sous-emploi ou de temps partiel sont en effet plus fréquentes chez elles. Les hommes inscrits dans ces catégories sont plus souvent des intérimaires. Les 50 ans ou plus sont de plus en plus nombreux parmi les demandeurs en activité réduite. Ils atteignent 27 000 fin 2018, trois fois plus qu'il y a dix ans, et la tendance ne semble pas devoir s'inverser.

Un demandeur d'emploi sur deux inscrit depuis plus d'un an

Toutes catégories confondues, la part des personnes inscrites depuis plus d'un an ne cesse d'augmenter. Elle s'élève à 48,8 % au 4^e trimestre 2018, soit quasiment un chômeur sur deux, contre 46,8 % un an plus tôt. La hausse est encore plus sensible pour les demandeurs de longue durée inscrits depuis au moins deux ans, leur nombre dépassant les 80 000, soit 28,0 % des inscrits.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) continuent de croître en 2018, pour des contrats à durée indéterminée (CDI) comme pour des contrats à durée déterminée (CDD). Les DPAE pour des CDI sont ainsi en hausse de 6,6 % en 2018 après + 15,5 % en 2017. Les DPAE pour des CDD, de plus de six mois et d'un à six mois, augmentent également en 2018 (respectivement de 1,8 % et 9,2 %). Le nombre des DPAE pour des CDD de moins d'un mois reste quasiment stable. ■

Pour en savoir plus

- « Au premier trimestre 2019 le taux de chômage baisse de 0,1 point - Chômage au sens du BIT et indicateurs sur le marché du travail (résultats de l'enquête emploi) (BIT) - premier trimestre 2019, *Informations rapides* n° 127, mai 2019 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4136766>
- « Le taux de chômage diminue de 0,3 point au quatrième trimestre 2018 - Chômage au sens du BIT et indicateurs sur le marché du travail (résultats de l'enquête emploi ; BIT) - quatrième trimestre 2018 », *Informations rapides* n° 36, février 2019 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3713743>

1 Taux de chômage localisés trimestriels

en % de la population active

	2017 T4	2018 T1	2018 T2	2018 T3	2018 T4 (p)	Évolution 2018 T4 / 2017 T4 (en points de %)
Calvados	8,3	8,6	8,4	8,5	8,1	- 0,2
Eure	9,1	9,4	9,3	9,2	8,8	- 0,3
Manche	6,9	7,1	6,9	6,9	6,6	- 0,3
Orne	8,2	8,5	8,3	8,4	8,1	- 0,1
Seine- Maritime	10,1	10,4	10,1	10,1	9,8	- 0,3
Normandie	8,9	9,2	9,0	9,0	8,7	- 0,2
France hors Mayotte	9	9,2	9,1	9,1	8,8	- 0,2

p : données provisoires.

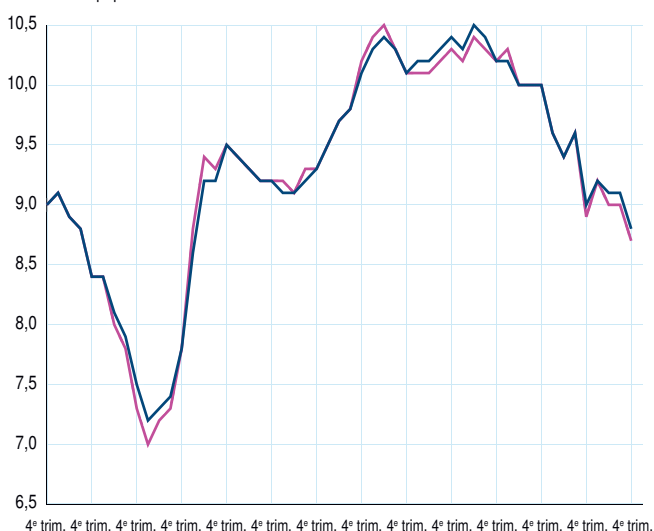
Note : données CVS.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

2 Évolution trimestrielle du taux de chômage

— Normandie — France hors Mayotte

en % de la population active



Notes : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

3 Demandeurs d'emploi en fin de mois en Normandie

	Demandeurs d'emploi au quatrième trimestre 2018				Évolution 2018/2017 ¹	
	Catégories A, B, C (milliers)	Catégorie A (milliers)	Catégories A, B, C (% de l'ensemble)	Catégorie A (% de l'ensemble)	Catégories A, B, C (%)	Catégorie A (%)
Hommes	135 530	84 570	47,3	51,1	- 3,1	- 3,4
Femmes	150 940	80 780	52,7	48,9	- 0,5	- 1,8
Moins de 25 ans	45 280	26 860	15,8	16,2	- 3,6	- 2,9
25 à 49 ans	170 730	95 000	59,6	57,5	- 2,4	- 3,3
50 ans ou plus	70 450	43 490	24,6	26,3	+ 1,1	- 1,0
Inscrits depuis un an ou plus	139 910	nd	48,8	nd	+ 2,5	nd
Normandie	286 460	165 350	100,0	100,0	- 1,7	- 2,6
France entière	5 916 700	3 674 400	100,0	100,0	- 0,2	- 1,4

nd : données non disponibles.

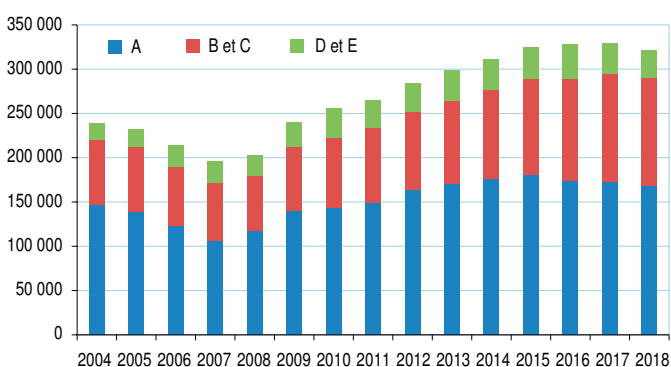
¹ évolution de l'indicateur entre le quatrième trimestre 2017 et le quatrième trimestre 2018.

Note : données CVS-CJO.

Avertissement : le nombre de demandeurs d'emploi au quatrième trimestre est une moyenne des stocks de demandeurs d'emploi à la fin des mois d'octobre, novembre et décembre afin de mieux dégager les évolutions tendancielle.

Source : Pôle emploi-Dares, STMT.

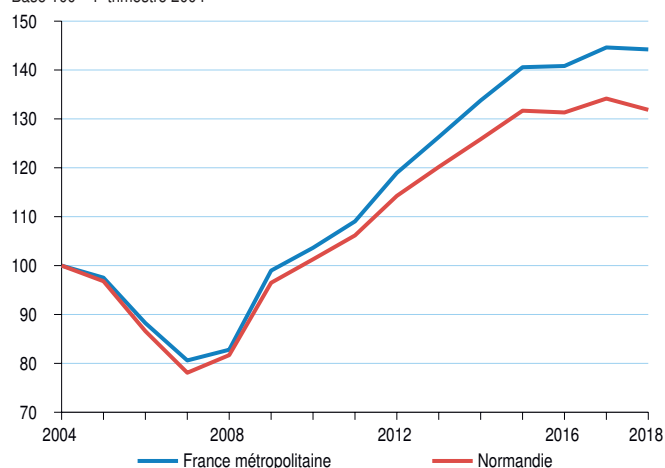
4 Nombre de demandeurs d'emploi dans les catégories A, B et C, D et E en Normandie



Source : DARES, Pôle Emploi, données brutes

5 Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C en Normandie et France métropolitaine

Base 100 - 4^e trimestre 2004



Source : DARES, Pôle Emploi, données brutes

Démographie d'entreprise

Un niveau record de créations d'entreprise en 2018, porté par le micro-entrepreneuriat et l'entreprise individuelle

En 2018, plus de 22 300 entreprises ont été créées en Normandie soit près de 20 % de plus qu'en 2017. Cette hausse spectaculaire est portée par le micro-entrepreneuriat et les entreprises individuelles tandis que les créations de société sont en léger repli. La dynamique concerne tous les secteurs d'activité et plus particulièrement ceux du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration. Dans le même temps, le recul du nombre de défaillances d'entreprise se poursuit.

Camille Hurard, Insee Normandie

En 2018, plus de 22 300 entreprises ont été créées en Normandie (*figure 1*). Ce niveau est le plus élevé depuis l'an 2000 et dépasse les niveaux historiques de 2009 et 2010, lors de la création du statut d'auto-entrepreneur. L'accélération des créations d'entreprise en Normandie est plus forte qu'en France métropolitaine (+ 19 % contre + 17 %). Elle est portée par les créations de micro-entreprise (+ 32 %), qui bénéficient de l'élévation des plafonds de chiffre d'affaires autorisés, mais aussi par celles d'entreprise individuelle (+ 24 %). Les créations de société sont, quant à elles, en léger repli (- 0,7 %).

Une embellie générale dans tous les départements

Les immatriculations d'entreprise progressent dans tous les départements normands (*figure 2*). C'est en Seine-Maritime et dans le Calvados que les hausses sont les plus fortes (+ 23 % et + 22 %). En Seine-Maritime, les créations d'entreprise individuelle et de micro-entreprise (+ 35 % chacune) compensent largement la baisse des immatriculations de société. Dans le Calvados et la Manche, les hausses concernent tous les types d'entreprise mais surtout les micro-entreprises (+ 43 % et + 25 %). L'Eure se distingue par une progression sensible des immatriculations d'entreprise individuelle (+ 27 %) tandis que les créations

de micro-entreprise sont moins dynamiques qu'ailleurs et que celles de société sont en retrait. Dans l'Orne la progression des créations d'entreprise est inférieure à 10 %, malgré la plus forte hausse des enregistrements de société (+ 5 %). Cette faible progression s'explique par un recul, observé uniquement dans ce département, des créations d'entreprise individuelle. Les immatriculations de micro-entreprise y progressent cependant nettement (+ 25 %).

Une hausse dans tous les secteurs

Les immatriculations dans les secteurs regroupés du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration sont en très nette progression (+ 37 %). Cette hausse est liée à la très forte augmentation (+ 86 %) des créations de micro-entreprise (*figure 3*). C'est dans le Calvados que la progression de ces secteurs regroupés est la plus remarquable (+ 54 %) avec des créations de micro-entreprise qui ont plus que doublé (+ 130 %). Le secteur de l'industrie est également en net progrès (+ 31 %), notamment dans la Manche et en Seine-Maritime. Il s'agit du seul secteur bénéficiant d'une augmentation des créations de société. L'augmentation des immatriculations dans le secteur de la construction est plus modérée même si elle reste importante (+ 7 %). La hausse des créations de micro-entreprise y est plus mesurée et les immatriculations de société se ré-

duisent. Dans l'Eure et la Manche, le nombre de créations dans ce secteur est stable entre 2017 et 2018.

Des défaillances toujours moins nombreuses

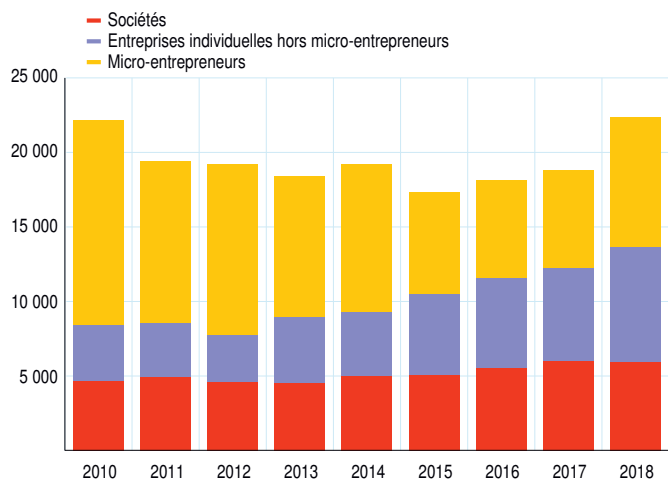
Pour la troisième année consécutive, le nombre de défaillances d'entreprise baisse en Normandie comme en métropole (*figure 4*). Toutefois, ce recul s'effectue sur un rythme plus modeste que l'an passé (- 1,5 % contre - 6,0 %). Le département de la Manche est le seul qui n'en bénéficie pas (+ 16,0 % en 2018), et ce pour la deuxième année de suite.

Les défaillances diminuent dans les secteurs de la construction, du commerce/transports/hébergement/restauration et des services aux particuliers. En revanche, elles augmentent en 2018 dans l'industrie et les services aux entreprises, après un repli en 2017 (*figure 5*). ■

Pour en savoir plus

- Tableau de bord de la conjoncture régionale : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2122336>
- Gourdon H., « Les créations d'entreprises en 2018 », *Insee Première* n°1734, janvier 2019

1 Créations d'entreprises dans la région Normandie



Note : nombre de créations brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

2 Créations d'entreprises par département

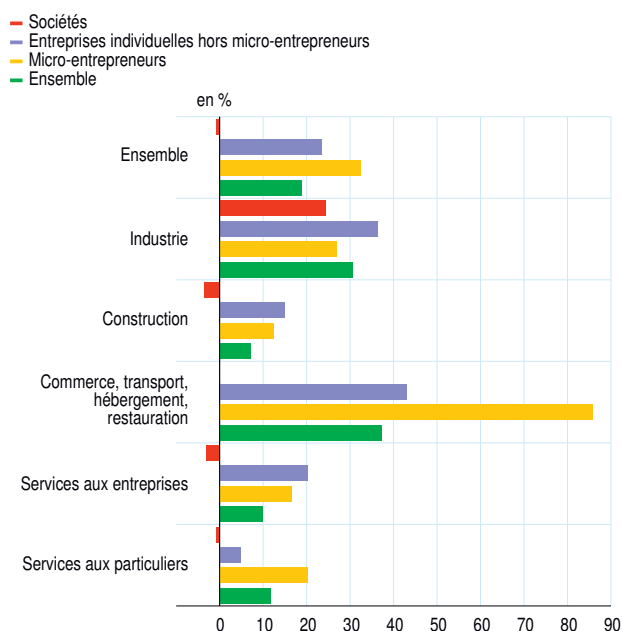
	(en %)				
	Sociétés	Entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs	Régime de micro-entrepreneur	Ensemble	
	Évolution 2018/2017	Évolution 2018/2017	Évolution 2018/2017	Créations en 2018 (nombre)	Évolution 2018/2017
Calvados	+ 0,8	+ 19,1	+ 42,9	5 764	+ 22,1
Eure	- 1,3	+ 26,7	+ 17,9	3 918	+ 14,6
Manche	+ 0,1	+ 12,7	+ 25,4	2 484	+ 12,4
Orne	+ 5,3	- 1,3	+ 24,6	1 449	+ 8,8
Seine-Maritime	- 2,5	+ 35,6	+ 35	8 718	+ 22,7
Normandie	- 0,7	+ 23,5	+ 32,4	22 333	+ 18,9
France entière	+ 1,6	+ 20	+ 27,5	691 283	+ 16,9

Note : données brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

3 Évolution annuelle du nombre de créations d'entreprises entre 2017 et 2018 dans la région Normandie

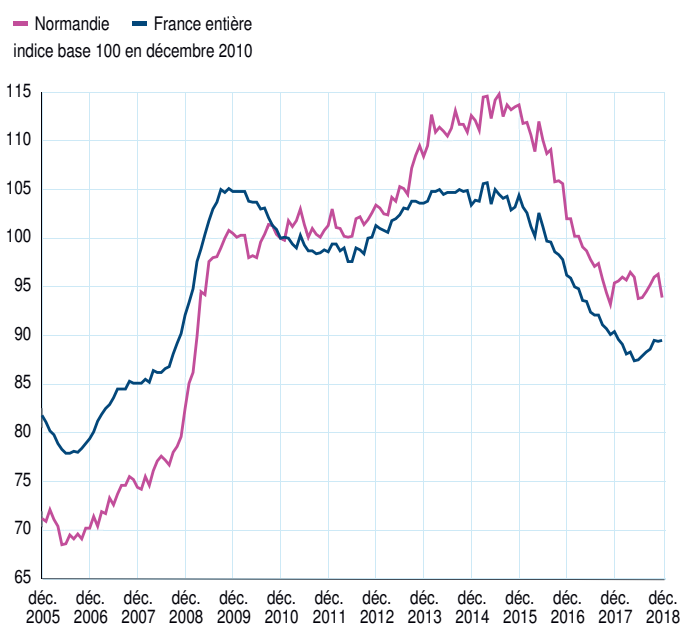


Note : données brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

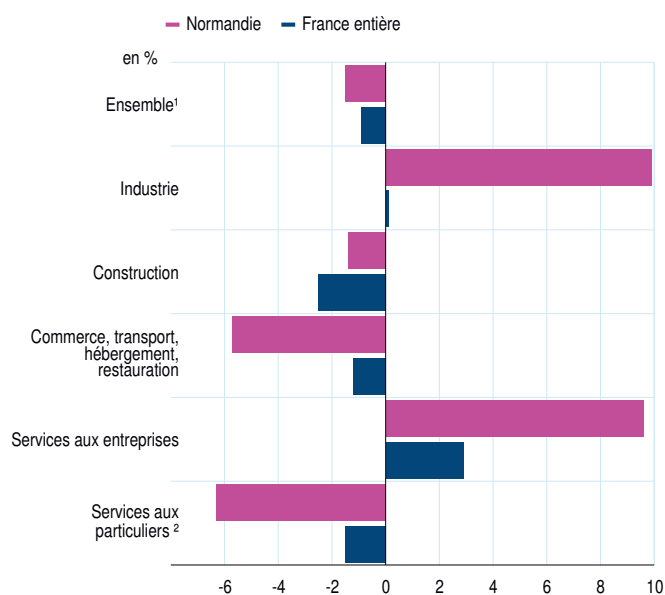
4 Évolution des défaillances d'entreprises dans la région Normandie



Notes : données brutes, en date de jugement. Chaque point correspond au cumul des 12 derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 16 avril 2019).

5 Évolution annuelle des défaillances d'entreprises selon le secteur d'activité entre 2017 et 2018 dans la région Normandie



¹ y compris agriculture.

² hors administration publique, activités des ménages en tant qu'employeurs et activités extra-territoriales.

Note : données brutes, en date de jugement.

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 16 avril 2019).

Économie

L'économie normande s'est bien comportée en 2018 et les perspectives pour 2019 restent encore bien orientées

Dans le contexte d'une économie française qui ralentit mais qui se montre plus résiliente que celle de ses partenaires européens, l'économie normande s'est bien comportée en 2018. Les chefs d'entreprise interrogés ont confirmé un volume d'affaires en hausse modérée conforme aux prévisions de début d'année, une meilleure rentabilité ainsi que des flux d'investissement élevés. Selon eux, l'activité globale devrait progresser à nouveau en 2019.

Yvan Dubravica, responsable du Service des Affaires Régionales, Banque de France

En 2018, les outils de production en Normandie ont été sollicités de façon assez soutenue avec un taux moyen d'utilisation des capacités de production de 80 %.

Après une croissance modérée en 2018, l'activité industrielle accélérerait en 2019

Tout au long de l'année, la demande s'est maintenue à un bon niveau dans l'industrie, permettant une hausse des chiffres d'affaires de 1,4 %, plus modérée que celle de 3,9 % observée l'an passé (*figure 1*). Cette tendance se constate dans l'ensemble des secteurs enquêtés, et tout particulièrement pour la fabrication de matériels de transport (+ 7,4 %). Seul le secteur des équipements électriques affiche une baisse d'activité (- 2,0 %). Dans un contexte international moins porteur, l'activité à l'export a marqué le pas (- 0,5 %) après une année 2017 dynamique (+ 6,3 %). En 2019, la production devrait globalement accélérer (+ 4,0 %), avec des performances diverses selon les secteurs (+ 1,4 % pour les IAA, + 3,9 % pour les matériels de transport, + 5,0 % pour les équipements électriques et électroniques). L'an passé, les flux d'investissement ont nettement progressé (+ 9,9 %). Comme en 2017, grâce à d'importants projets d'augmentation des capacités de production, les industries agro-alimentaires (IAA) se sont

distinguées par leur dynamisme en la matière (+ 19,7 %). En 2019, les investissements industriels devraient toutefois décélérer, avec une progression attendue d'environ 3,0 %.

Les services ont enregistré une croissance marquée qui se confirmerait en 2019

L'activité dans les services marchands a continué de croître avec une progression des chiffres d'affaires de 3,8 %, du même ordre que celle de 2017 (+ 4,0 % ; *figure 2*). Tous les secteurs analysés s'inscrivent dans cette tendance : le transport, l'entreposage et les services auxiliaires, les activités informatiques, les services d'information, les activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyse technique. L'augmentation de l'activité devrait se poursuivre sur un rythme comparable en 2019 (+ 4,2 %). En 2018, les investissements ont nettement progressé (+ 23,2 %), sauf dans le secteur « informatique et services d'information » qui a accusé un fort recul (- 30,3 %), après une bonne année 2017 (+ 16,2 %). Pour 2019, selon les chefs d'entreprise interrogés, les flux globaux d'investissements se replieraient légèrement, mais sur des niveaux qui resteraient significatifs. Dans l'informatique, les investissements devraient de nouveau rebondir (+ 28,9 %).

Le secteur de la construction s'inscrit dans une dynamique positive

L'activité dans le secteur de la construction est restée porteuse en 2018 (+ 3,0 % après + 4,0 % ; *figure 3*) avec une tendance positive dans l'ensemble de ses segments. Dans le bâtiment, la hausse de la production (+ 1,9 %) a plus été tirée par le second œuvre (+ 2,7 %) que le gros œuvre (+ 0,5 %). Le volume d'affaires dans les travaux publics a nettement accéléré (+ 7,6 %). Globalement, les chefs d'entreprise anticipent une décélération en 2019 (+ 1,0 % ; *figure 3*). Dans les travaux publics, cela pourrait se traduire par une baisse du chiffre d'affaires (- 3,4 %).

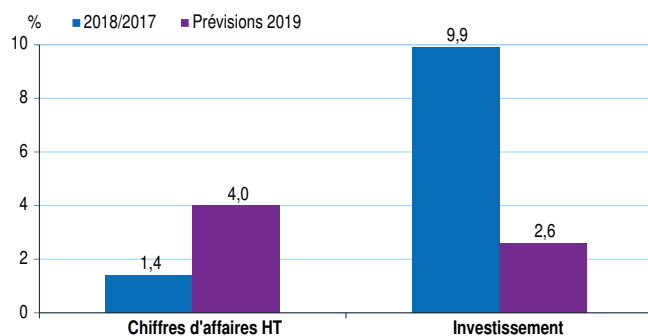
La croissance des crédits reste soutenue

En Normandie, en 2018, les encours de crédits aux PME (indépendantes y compris micro-entreprises ; *figure 4*) ont continué de croître de façon vive (+ 4,7 % sur un an) après une hausse déjà soutenue en 2017 (+ 4,3 %). Cette progression s'est vérifiée pour l'ensemble des secteurs économiques. Les crédits à l'équipement ont poursuivi leur accroissement de près de 4,0 % (*figure 5*). Le marché des crédits nouveaux à l'habitat des particuliers est resté dynamique, même si la progression des volumes trimestriels distribués a eu tendance à ralentir (*figure 6*). ■

Pour en savoir plus

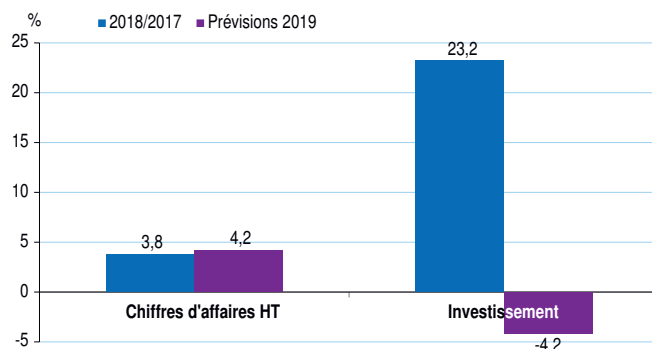
- Banque de France, « Tendances Régionales » et « Les entreprises en Normandie » – *Bilan 2018 – Perspectives 2019*
- Banque de France, « Enquête de conjoncture nationale »

1 Évolution dans l'industrie en Normandie et prévisions



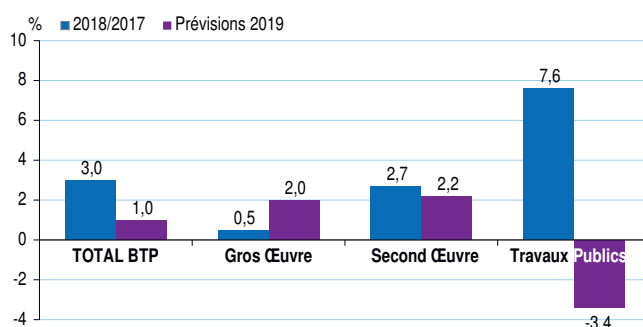
Source : Banque de France Normandie

2 Évolution dans les services marchands en Normandie et prévisions



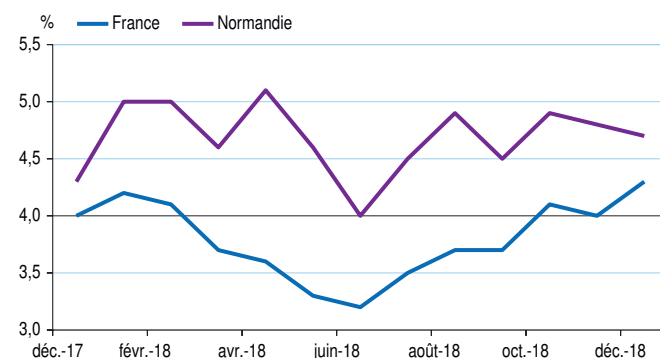
Source : Banque de France Normandie

3 Évolution de la production du BTP en Normandie et prévisions



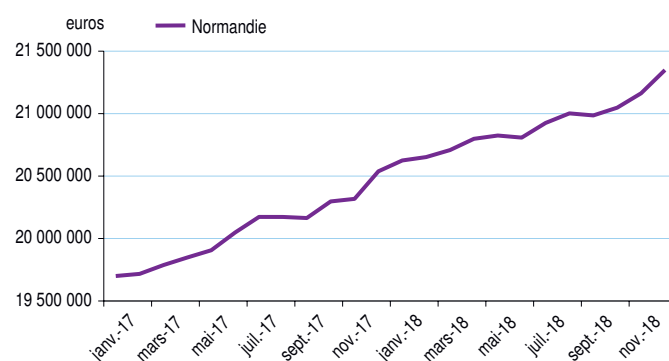
Source : Banque de France Normandie

4 Taux de croissance annuel des encours de crédits mobilisés en France et en Normandie aux PME (indépendantes + micro)



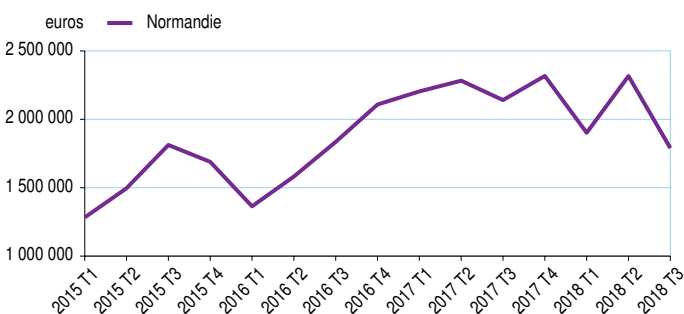
Source : Banque de France Normandie

5 Crédits d'équipement aux entreprises en Normandie



Source : Banque de France Normandie

6 Crédits nouveaux à l'habitat distribués aux ménages en Normandie



Source : Banque de France Normandie

Agriculture

Le prix des céréales et la production laitière, marqueurs de l'année agricole 2018

En 2018, l'agriculture normande est traversée par des inversions de tendance et des jeux de compensation. Les aléas météorologiques entraînent le recul des rendements des principales cultures régionales. Mais les prix se redressent, en particulier ceux des céréales et de la pomme de terre, venant contrebalancer le manque de volume. À l'inverse, les productions animales subissent la baisse des prix de la viande. Mais la collecte laitière progresse, limitant l'effet négatif des prix. Globalement, le résultat de la branche agricole normande devrait peu évoluer par rapport à 2017.

Élisabeth Borgne, Draaf Normandie

L'année climatique 2018 est marquée par des phénomènes extrêmes. La pluviométrie, excédentaire en hiver et au début du printemps, devient ensuite déficitaire jusqu'en automne. L'été est particulièrement chaud.

La baisse du volume des productions végétales s'accompagne d'un rebond des prix

Dans ces conditions, l'ensemble des végétaux souffre. Les rendements des principales cultures régionales, sauf le lin, sont en net recul par rapport à ceux de 2017 (*figure 1*). Le blé tendre et les betteraves industrielles sont les moins touchés, avec des baisses de rendements de 3 % à 4 % par rapport à la moyenne 2013-2017. L'impact est plus fort sur le colza, les protéagineux et les pommes de terre. Il se traduit par des rendements en retrait de 11 % à 19 % par rapport à la même moyenne. Les légumes de plein champ pâtissent des conditions sèches à l'automne qui affectent les calibres et les rendements.

Mais, après deux années consécutives de repli de la récolte céréalière mondiale, les prix se redressent. Le blé tendre « rendu Rouen » (ce prix comprend le transport de la marchandise jusqu'au port) atteint 200 €/t en début de campagne 2018/2019 (+ 30 % par rapport à la précédente campagne) et s'y maintient (*figure 2*). Sous l'effet d'une production et d'une consommation mondiales record en 2018, les cours du colza sont incertains. La brève hausse au démarrage de la campagne est suivie d'une stabilisation du prix à environ 355 €/t début

2019. Après avoir chuté en septembre 2017, les prix de la pomme de terre s'envolent dès le début de la campagne de commercialisation 2018/2019, dépassant le niveau élevé atteint en 2016/2017. La production linière continue de bénéficier de prix bien orientés. Parmi les légumes, carottes et poireaux se valorisent correctement.

Les productions animales soutenues par la collecte de lait mais pénalisées par les prix de la viande

Avec 3,75 milliards de litres en 2018, la collecte laitière normande progresse de 1,2 % par rapport à 2017 (*figure 4*). En augmentation dans la Manche (+ 2,7 %), l'Orne (+ 1,3 %) et, à un degré moindre, l'Eure (+ 0,3 %), la collecte baisse dans le Calvados (- 0,5 %) et la Seine-Maritime (- 0,9 %). Dynamisée par l'embellie sur les prix en 2017, la croissance de la collecte mondiale est freinée par la sécheresse qui sévit dans les grands bassins laitiers (Europe, Australie). Les marchés se stabilisent et le prix du lait évolue peu entre 2017 et 2018 (*figure 5*). Le prix moyen payé aux producteurs normands s'élève à 354 €/1000 litres (+ 0,3 % par rapport au prix moyen 2017). Cependant, en raison du manque de fourrage dans certaines régions et malgré la conjoncture laitière favorable, les abattages de vaches laitières reprennent, pesant sur les cours en fin d'année (*figure 6*). Globalement, les abattages de bovins, tous types d'animaux confondus, sont stables au niveau national. Malgré tout, les prix de la viande bovine sont en retrait de

0,4 % à 3,0 % selon les catégories par rapport à ceux de 2017. Dans un contexte mondial marqué par une offre excédentaire, les cours du porc, en repli depuis août 2017, sont au plus bas début 2018. Sans perspective d'assainissement du marché tout au long de l'année, le prix moyen en 2018 se rétracte de 12,0 % par rapport à celui de 2017.

Au total, un résultat régional évoluant peu

Au niveau national, selon les estimations, le résultat brut de la branche agricole augmenterait de 9,4 %, tiré par les productions végétales, viticoles en particulier. Les prévisions nationales ne sont pas directement transposables à l'échelle normande. Les effets volumes et prix appliqués à la structure de la production régionale conduisent à une estimation beaucoup plus modeste de l'évolution du résultat brut. À ce stade d'avancement des campagnes de commercialisation, une stabilisation en valeur des productions végétales et animales est envisageable. Le résultat brut pourrait au mieux se maintenir au niveau de 2017, voire baisser légèrement en raison de la progression des prix des consommations intermédiaires. ■

Pour en savoir plus

- Borgne, É., « Une année agricole en demi teinte, entre redressement et morosité », Le bilan économique 2017 - Insee Conjoncture n° 13, mai 2018

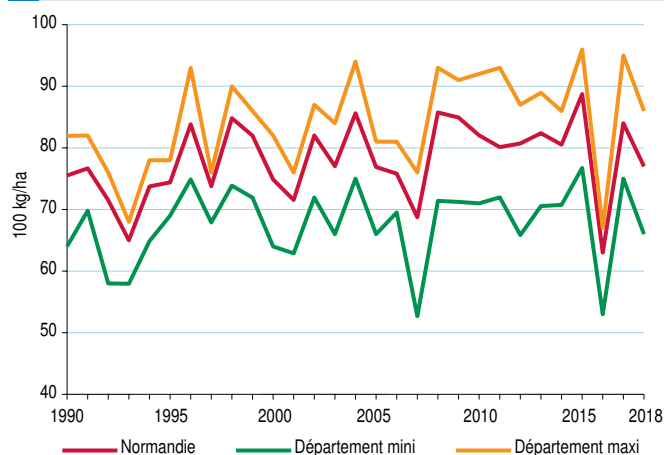
1 Surfaces, rendements et productions des différentes cultures

	Surfaces (ha)			Rendement (100kg/ha)*			Production (100 kg)*		
	2018	Évolution 2018/2017 en %	Évolution 2018/moyenne 2013-2017 en %	2018	Évolution 2018/2017 en %	Évolution 2018/moyenne 2013-2017 en %	2018	Évolution 2018/2017 en %	Évolution 2018/moyenne 2013-2017 en %
Blé tendre	465 840	- 1	- 3	77	- 9	- 3	35 912 810	- 9	- 7
Orge et escourgeon	112 610	- 3	+ 3	68	- 7	- 7	7 651 360	- 10	- 4
Avoine	8 610	- 23	- 4	58	- 3	+ 1	500 600	- 25	- 4
Maïs grain	25 205	+ 15	- 4	84	- 9	- 1	2 112 695	+ 5	- 5
Triticale	6 320	- 8	- 25	47	- 20	- 17	298 480	- 26	- 37
Colza	135 790	+ 3	0	33	- 19	- 11	4 450 330	- 17	- 12
Féveroles et fèves	4 620	- 44	- 59	33	- 6	- 18	153 550	- 47	- 67
Pois protéagineux	15 530	- 23	+ 2	34	- 14	- 15	527 920	- 33	- 12
Betteraves industrielles	42 730	+ 1	+ 30	879	- 13	- 4	37 561 700	- 12	+ 24
Lin textile	64 810	+ 7	+ 32	65	+ 4	- 8	4 213 090	+ 12	+ 23
Pommes de terre de consommation	12 025	0	+ 13	362	- 28	- 19	4 353 400	- 28	- 9
Maïs fourrage	228 820	0	- 2	141	- 7	0	32 319 210	- 8	- 2

* en matière sèche pour le maïs fourrage

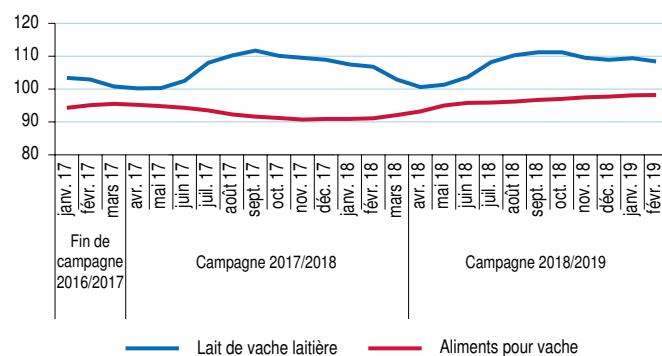
Source : AGRESTE - SAA - SAA provisoire 2018

2 Évolution du rendement en blé tendre en Normandie



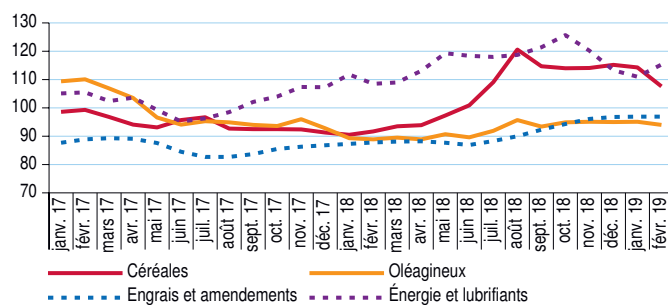
Source : AGRESTE - SAA - SAA provisoire 2018 et Normandie

5 Évolution du prix du lait (évolution en indice - base 100 en 2015)



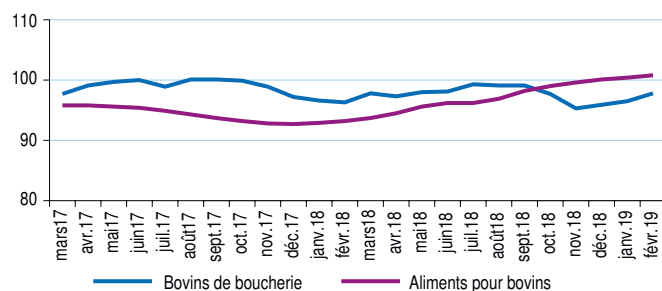
Source : Insee, Ippapa, Ippap

3 Évolution des prix des céréales et oléagineux (évolution en indice - base 100 en 2015)



Source : Insee, Ippapa, Ippap

6 Évolution du prix de la viande bovine (évolution en indice - base 100 en 2015)



Source : Insee, Ippapa, Ippap

4 Livraisons de lait de vache à l'industrie (en millions de litres)

	2017	2018	Évolution 2018/2017 en %
Calvados	615,6	612,6	0,5
Eure	219,6	220,4	0,3
Manche	1 582,4	1 625,9	2,7
Orne	681,9	690,8	1,3
Seine Maritime	609,6	603,8	0,9
Normandie	3 709,2	3 753,5	1,2

Source : AGRESTE - FranceAgriMer - EMLestim 2017 - 2018

7 Cheptel bovin en région (têtes)

Normandie	2017	2018	Évolution 2018/2017 en %
Vaches laitières	574 798	574 382	- 0,1
Vaches nourrices	250 571	248 831	- 0,7
Total vaches	825 369	823 213	- 0,3
Bovins de plus de 2 ans	341 269	329 710	- 3,4
Bovins de 1 à 2 ans	460 118	444 484	- 3,4
Bovins de moins de 1 an	557 027	551 579	- 1,0
Ensemble espèce bovine	2 183 783	2 148 986	- 1,6

Source : AGRESTE - SAA - SAA provisoire 2018

Construction

La construction portée par le non résidentiel

En Normandie, 15 800 logements ont été mis en chantier en 2018, soit une baisse de 2,9 % par rapport à 2017. Le nombre d'autorisations de construire, indiquant l'activité à venir, est également en baisse de 5,1 %. Mais les surfaces de locaux non résidentiels autorisés progressent, quant à elles, de plus de 9,0 %, après la forte diminution enregistrée en 2017. Le prix de l'immobilier neuf reste très attractif dans la région. Ainsi, malgré une hausse en 2018, les prix moyens des maisons et appartements neufs vendus en Normandie se situent en deçà de ceux pratiqués dans la plupart des régions de France métropolitaine.

Bruno Dardaillon, Jean-Paul Raymond, Dreal de Normandie

En 2018, 15 800 logements ont été mis en chantier dans la région, soit 3,7 % des logements commencés en France (hors Mayotte). Sur l'année, le nombre de logements commencés diminue en Normandie de 2,9 %, un peu moins nettement qu'au niveau national (- 4,0 % ; *figure 1*). Cette baisse du nombre de logements commencés sur l'année est particulièrement sensible dans l'Eure (- 18,7 %) et, à un degré moindre, le Calvados (- 6,4 %). Pour autant, sur le moyen terme, le Calvados est le département normand qui connaît la plus nette dynamique pour les logements commencés. Ainsi, en 2013, 26,0 % des mises en chantier de la région y débutaient, contre 32,0 % aujourd'hui (*figure 2*).

Moins de logements autorisés et commencés

En 2018, 17 500 logements ont été autorisés à la construction en Normandie, soit une baisse de 5,1 % sur un an. Cette diminution est également légèrement plus modérée que celle observée en France de - 6,9 %. La baisse est notamment importante dans l'Eure (- 21,5 %) et dans l'Orne (- 9,0 %). Sur les cinq dernières années, l'Eure est le département normand qui a la plus faible dynamique d'autorisations de construire : en 2013, 17,0 % des autorisations régionales y étaient délivrées contre 13,0 % aujourd'hui.

Hausse des prix des logements en 2018

Sur les programmes de cinq logements ou plus, les promoteurs immobiliers ont restreint en 2018 le nombre de logements neufs mis en vente en Normandie (*figure 3*). Malgré cette offre contenue, le nombre de ventes effectives progresse. Parmi ces logements, la très grande majorité des ventes concerne les appartements (87,0 %). Conséquence directe, le prix moyen des logements a augmenté en Normandie tant pour les maisons que pour les appartements (*figure 4*). Ainsi, le prix au m² d'un appartement s'élève à près de 3 400 euros, soit 2,5 % de plus que l'année précédente. La hausse est plus forte pour le prix des maisons (+ 7,9 % sur un an). Pour autant, les prix des logements restent en deçà de ceux pratiqués dans la plupart des régions françaises (*figure 5*).

Reprise des surfaces autorisées de locaux non résidentiels

En 2018, les surfaces autorisées de locaux d'activité atteignent en Normandie deux millions de m² de surface de plancher, soit une progression de 9,2 % par rapport à l'année précédente, qui tranche par rapport à l'évolution observée en France (- 3,7 %). Cette augmentation dans notre région fait suite à une diminution de 3,7 % par an entre 2012 et 2017 (*figure 6*).

Sur la dernière année, la progression est importante dans les secteurs de l'artisanat (+ 13,1 %), de l'hébergement hôtelier (+ 20,5 %), mais aussi et surtout de l'entrepôt (+ 107,8 %). Cette année marque un net rebond dans ce dernier secteur après la forte contraction des surfaces autorisées de locaux d'activité observée entre 2012 et 2017. En 2018, les autorisations restent prépondérantes dans le secteur de l'exploitation agricole ou forestière, qui regroupent un tiers des surfaces de locaux autorisés dans la région. Ces autorisations se contractent néanmoins sur l'année (- 4,8 %), mais de manière moins marquée que sur la période 2012 / 2017, qui affichait une baisse moyenne de 6,8 %. ■

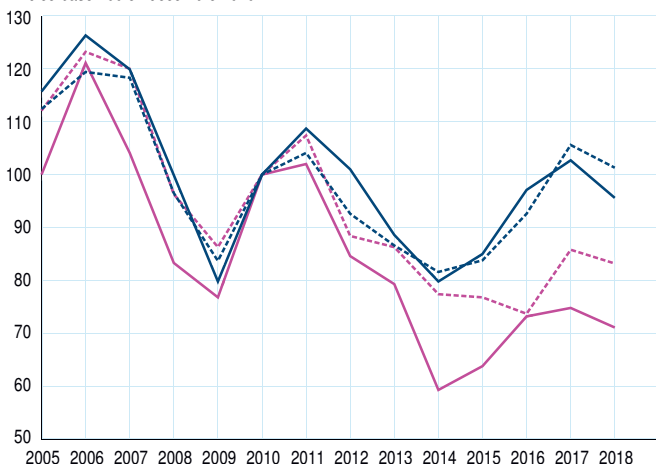
Pour en savoir plus

- Tableau de bord de la conjoncture en Normandie : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2122336>

1 Évolution de la construction de logements

— Logements autorisés - Normandie
 - - Logements commencés - Normandie
 — Logements autorisés - France entière
 - - Logements commencés - France entière

indice base 100 en décembre 2010



Note : données estimées provisoires arrondies à la centaine en date réelle.

Champ : logements individuels, collectifs et en résidence.

Source : SDES, Sit@del2, estimations au 27 mars 2019.

2 Logements commencés par département

	Logements en 2018 Nombre	Évolution 2018/2017 %	Évolution annuelle moyenne 2017/2012 ¹ %
Calvados	5 000	- 6,4	+ 4,9
Eure	2 100	- 18,7	- 2,5
Manche	1 900	- 2,2	- 2,9
Orne	500	+ 8,0	- 13,1
Seine-Maritime	6 400	+ 5,9	- 1,8
Normandie	15 800	- 2,9	- 0,7
France hors Mayotte	419 000	- 4,0	+ 2,6

¹ taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de logements, pour le département ou la région, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Notes : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle. Les évolutions sont calculées sur données non arrondies.

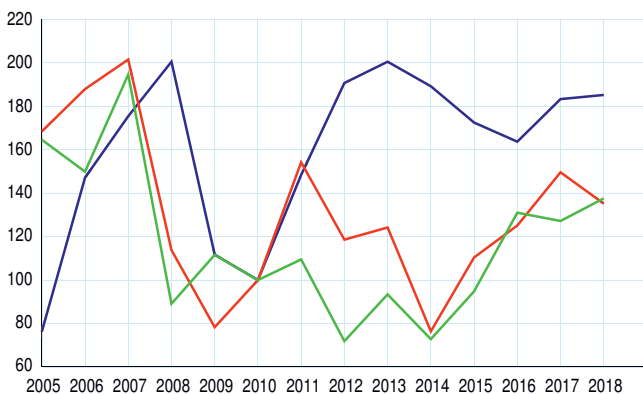
Champ : France métropolitaine.

Source : SDES, Sit@del2, estimations au 27 mars 2019.

3 Évolution de la commercialisation de logements neufs dans la région Normandie

— Logements neufs disponibles en fin d'année
 — Logements neufs mis en vente
 — Logements neufs vendus (réservés)

indice base 100 en 2010



Note : données 2018 redressées pour les logements neufs disponibles et mis en vente.

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine.

Source : SDES, enquête ECLN.

4 Ventes des maisons et des appartements neufs

(en %)

	Normandie			France métropolitaine		
	En 2018 (nombre ou prix en euro)	Évolution 2018/2017	Évolution annuelle moyenne 2017/2012 ²	En 2018 (nombre ou prix en euro)	Évolution 2018/2017	Évolution annuelle moyenne 2017/2012 ²
Maisons neuves						
Nombre de ventes ¹	489	+ 21,6	+ 4,9	9 430	- 10,1	+ 4,7
Prix moyen par maison	200 362	+ 7,9	- 1,2	264 334	+ 0,6	+ 1,0
Appartements neufs						
Nombre de ventes ¹	3 144	+ 6,3	+ 13,3	118 534	- 1,2	+ 9,6
Prix moyen au m ²	3 389	+ 2,5	- 0,3	4 084	+ 3,0	+ 0,6

¹ réservations avec dépôt d'arrhes

² taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de ventes ou le prix moyen si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine

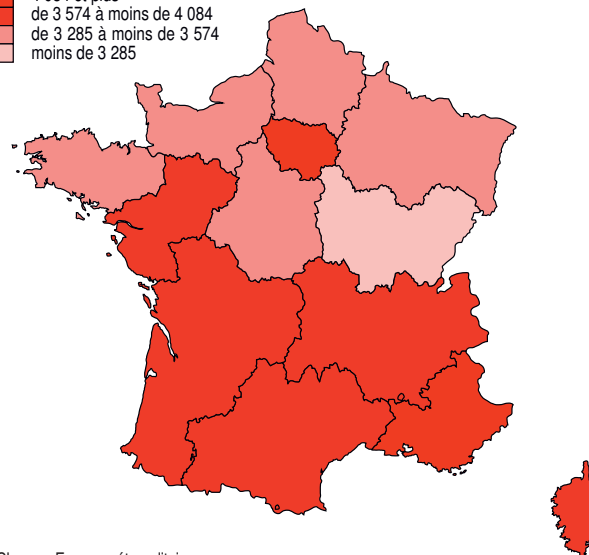
Source : SDES, enquête ECLN

5 Prix régional moyen des appartements neufs en 2018

France métropolitaine : 4 084 € / m²

Prix moyen des appartements (en € / m²)

■ 4 084 et plus
 ■ de 3 574 à moins de 4 084
 ■ de 3 285 à moins de 3 574
 ■ moins de 3 285



Champ : France métropolitaine.

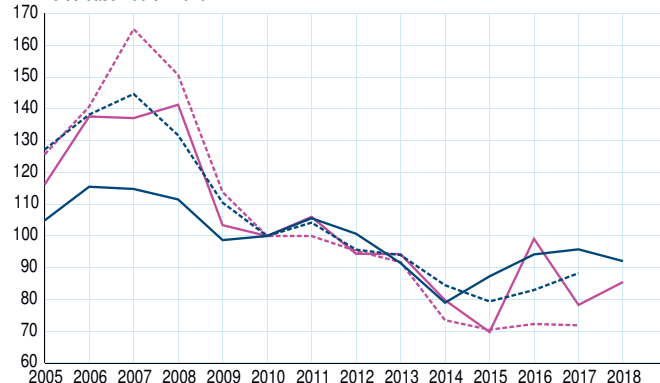
Source : SDES, enquête ECLN.

© IGN-Insee 2019

6 Évolution de la construction de locaux non résidentiels

— Locaux autorisés - Normandie
 - - Locaux commencés - Normandie
 — Locaux autorisés - France entière
 - - Locaux commencés - France entière

indice base 100 en 2010



Note : données brutes provisoires en date réelle.

Source : SDES, Sit@del2, résultats au 27 mars 2019.

Transport

En 2018, le trafic de marchandises et le transport de passagers sont en hausse dans les ports, sur l'axe Seine et dans les aéroports

Le trafic de marchandises des ports normands se développe en 2018, soutenue par le dynamisme d'Haropa et, en particulier, du port de Rouen. Porté par le Grand-Paris, le trafic fluvial de marchandises est également en hausse. Le nombre de passagers progresse aussi dans les ports, du fait d'une hausse sensible des croisiéristes. Il en est de même dans les aéroports, particulièrement à Caen-Carpique avec le développement des vols nationaux.

Khalid Jerrari, Insee Normandie

En 2018, le trafic de marchandises de l'ensemble des ports normands s'élève à 101 millions de tonnes (Mt), soit une hausse de 1,7 % par rapport à l'année précédente (*figure 1*).

L'activité portuaire de fret se développe grâce au port de Rouen

En 2018, les ports normands d'Haropa (Le Havre et Rouen) gèrent près de 95 millions de tonnes de marchandises, soit 94 % du fret portuaire de Normandie. Cela traduit une hausse de 2,1 % par rapport à 2017. Celle-ci est soutenue par une croissance de l'activité portuaire à Rouen de 15 %, qui compense le recul de celle du Havre. Cette dynamique est portée par l'exportation des céréales du port de Rouen. Toutefois, en concentrant plus de 70 % du trafic de marchandises, Le Havre reste le premier port de fret normand devant Rouen.

Le Syndicat mixte des ports de Normandie regroupe depuis le 1^{er} janvier 2019 les ports de Cherbourg, de Caen/Ouistreham et de Dieppe. Son trafic s'élève à 6,3 Mt en 2018. Il fléchit de 5 % par rapport à 2017, ralenti par un recul de 11 % de l'activité du port de Dieppe et de 8 % de celle de Cherbourg. L'activité du port de Caen se maintient avec 3,2 Mt en 2018.

Le trafic fluvial soutenu par les chantiers du Grand Paris

En 2018, le fret fluvial du bassin Seine-Oise s'élève à 3,5 milliards de tonnes-kilomètre (t-km), en hausse de 2,9 % cette année (-1,0 % en France métropolitaine, hors Corse). Au niveau national, seul le trafic fluvial lié à la filière agro-alimentaire, très présente dans les ports normands notamment celui de Rouen, est en augmentation. Le transport de déblais, dynamisé par les chantiers du Grand Paris, a bénéficié à l'axe Seine.

Avec un total de 16,7 milliards de t-km, le trafic du transport national de marchandises par la route en Normandie augmente de 1,4 % par rapport à 2017. Dans le même temps, il progresse de 4,0 % en France métropolitaine hors Corse. Dans la région, les flux entrants et sortants baissent tous les deux, c'est le trafic intérieur qui porte la dynamique en progressant de près de 10 % en un an (*figure 2*). Sur une plus longue période (2014/2018), le trafic routier tend à se stabiliser en Normandie, tandis qu'il croît légèrement en France.

En 2018, le nombre de passagers dans les ports régionaux augmente de 1,6 % pour atteindre plus de 2,5 millions (*figure 3*). Cette hausse est soutenue par les ports normands d'Haropa (+ 9,0 %). Le Syndicat mixte des

ports de Normandie, qui transporte 81 % des passagers, reste stable.

Les croisières continuent d'affluer en Normandie. Le Havre accueille 419 000 passagers en 2018, une hausse de 8 % par rapport à l'année précédente. Avec plus de 58 000 croisiéristes, la fréquentation du port de Rouen (terminal de Honfleur inclus) croît encore davantage (+ 15 %).

Forte progression de la fréquentation des aéroports, portée par Caen-Carpique

Cette année, la fréquentation des aéroports normands progresse de 23 %, soit davantage qu'en France métropolitaine (+ 5 %). Les vols nationaux bondissent de 59 %, et représentent désormais presque deux tiers du trafic. À l'inverse, les vols internationaux déclinent de 14 % (*figure 4*).

Ce contexte est particulièrement favorable à l'aéroport de Caen-Carpique, essentiellement tourné vers les vols nationaux. Sa fréquentation atteint 274 000 passagers, soit une hausse de plus de 50 % (*figure 5*). Celui de Deauville, avec 147 400 passagers en 2018, en a pour sa part perdu 10 %. Loin derrière, le trafic de l'aéroport de Rouen, avec 17 600 passagers, a néanmoins plus que triplé son trafic en 2018. Enfin, celui du Havre perd la moitié de son affluence, pour atteindre 6 500 passagers. ■

Pour en savoir plus

- Levouin C., Louza T., Mura B., Reboul J-L., Silvestre É., « Plus de 460 000 emplois liés à la logistique dans la Vallée de la Seine », *Insee Dossier Normandie* n°12, juin 2018
- Levouin C., Louza T., Silvestre É., « Une place importante de l'aérien et du portuaire dans les activités logistiques de la Vallée de la Seine », *Insee Analyses Normandie* n°47, juin 2018

Transport

1 Trafic de marchandises dans les ports de Normandie (en millions de tonnes)

Ports	2017		2018		Évolution 2018/2017
	Nombre	%	Nombre	%	
Syndicat Mixte «Ports de Normandie»					
Caen-Ouistreham	3,19	3,2	3,19	3,2	+ 0,1
Cherbourg	1,65	1,7	1,52	1,5	- 7,9
Dieppe	1,84	1,9	1,64	1,6	- 10,9
Ensemble	6,68	6,7	6,35	6,3	- 4,9
HAROPA					
Le Havre	72,71	73,1	71,72	70,9	- 1,4
Rouen	20,07	20,2	23,04	22,8	+ 14,8
Ensemble	92,78	93,3	94,77	93,7	+ 2,1
TOTAL	99,45	100,0	101,11	100,0	+ 1,7

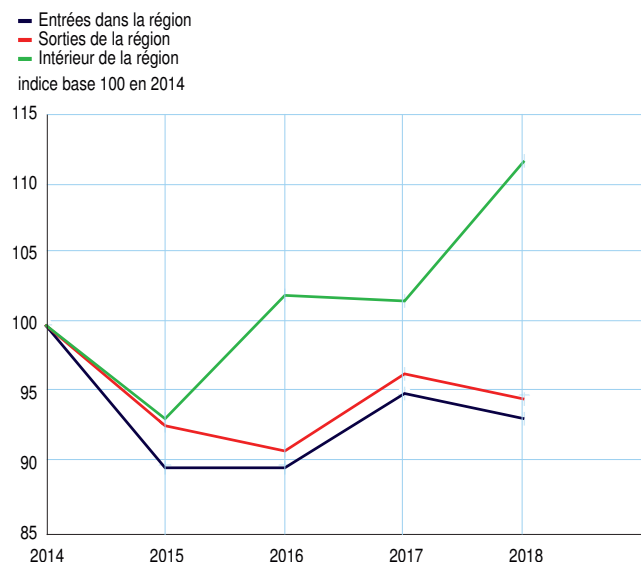
Sources : Ports Normands Associés (PNA) www.pna-ports.fr – Haropa www.haropaports.com –
Syndicat du port de Dieppe www.portdedieppe.fr

3 Transport de personnes dans les ports de Normandie

Ports	2017		2018		Évolution 2018/2017
	Nombre	%	Nombre	%	
Syndicat Mixte «Ports de Normandie»					
Caen-Ouistreham	920 485	37,1	924 229	36,7	+0,4
Cherbourg	748 769	30,2	739 814	29,4	-1,2
Dieppe	375 056	15,1	379 758	15,1	+1,3
Ensemble	2 044 310	82,4	2 043 801	81,1	-0,0
HAROPA					
Le Havre	386 607	15,6	418 549	16,6	+8,3
Rouen	50 502	2,0	58 050	2,3	+14,9
Ensemble	437 109	17,6	476 599	18,9	+9,0
Ensemble	2 481 419	100,0	2 520 400	100,0	+1,6

Sources : Ports Normands Associés (PNA) www.pna-ports.fr – Haropa www.haropaports.com –
Syndicat du port de Dieppe www.portdedieppe.fr

2 Évolution du transport routier de marchandises dans la région Normandie



2018 : données provisoires
Champ : hors transport international
Source : SoeS, Enquête Transport routier de marchandises

4 Passagers des aéroports

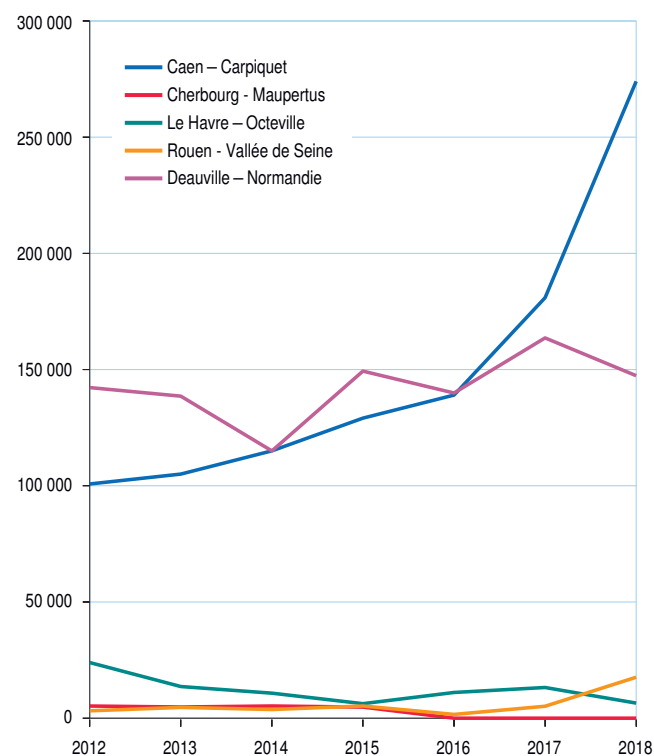
	Normandie			France entière en %	
	Passagers 2018 (nombre)	Évolution 2018/2017	Évolution annuelle moyenne 2017/2012 ¹	Évolution 2018/2017	Évolution annuelle moyenne 2017/2012 ¹
Lignes nationales	282 191	+59,0	+8,7	+2,8	+1,5
Lignes internationales	141 279	-14,1	+2,4	+5,6	+4,1
Transit	22 017	+5,0	+10,8	+2,3	-5,5
Total	445 487	+22,8	+5,7	+4,8	+3,3

Note : données brutes

¹ taux d'évolution annuel qu'aurait connu le trafic passager si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée la même pour chaque année de la période considérée

Source : Union des aéroports français

5 Transports de passagers dans les aéroports de Normandie



Source : Union des aéroports français

Tourisme

En 2018, la Normandie attire la clientèle française

En Normandie, le bilan de la fréquentation touristique en 2018 est très positif. La hausse du nombre de nuitées observée en 2017 se poursuit, dans les hôtels comme dans les campings. La Normandie est la deuxième région la plus dynamique et se classe même à la première place pour la hausse de la fréquentation des touristes français. Les hébergements normands profitent également de l'afflux de touristes étrangers observé au niveau national. La fréquentation atteint ainsi un nouveau niveau record. Dans les campings, les touristes hollandais, allemands et belges sont venus plus nombreux cette année. Le calendrier des vacances, le nombre élevé de ponts et les bonnes conditions météorologiques ont dynamisé l'activité touristique au mois de mai.

Guilhem Raspaud, Insee Normandie

En 2018, 6,3 millions de touristes ont visité la Normandie. Ils ont passé 12,1 millions de nuitées dans un hôtel ou un camping, soit 603 000 nuitées supplémentaires sur un an (*figure 1*). La très bonne dynamique observée en 2017 se poursuit. Avec une hausse de la fréquentation de 5,2 %, la région se classe deuxième derrière l'Île-de-France, pour sa progression. Pour la clientèle française, elle occupe même la première place (+ 4,0 %). Les touristes français ont en 2018 davantage privilégié les régions du Nord de la France. La clientèle étrangère, plus présente cette année au niveau national (+ 5,9 %), afflue encore plus fortement dans la région (+ 8,4 %). La fréquentation atteint ainsi son meilleur niveau depuis 2010 (*figure 2*).

Fréquentation des hôtels en hausse dans quatre départements sur cinq

En 2018, les hôtels normands comptabilisent 8,1 millions de nuitées. La fréquentation augmente de 3,4 % par rapport à 2017, à un rythme plus soutenu que sur l'ensemble de la France métropolitaine (+ 2,4 %).

La Normandie se classe deuxième, derrière les Pays de la Loire, pour la hausse de la fréquentation de la clientèle française (+ 2,4 %). La fréquentation des touristes étrangers progresse davantage (+ 6,5 %), mais de façon moins prononcée qu'au niveau national (+ 7,6 %).

Le nombre de nuitées augmente dans tous les départements, à l'exception de la Seine-Maritime (*figure 3*). Dans celui-ci, le léger recul (- 0,1 %) fait cependant suite à une très bonne année 2017, marquée notamment par les « 500 ans du Havre ».

La progression est en revanche particulièrement soutenue dans l'Orne (+ 6,4 %) notamment pour la clientèle étrangère (+ 25,8 %) ; les volumes concernés sont cependant faibles dans ce département qui concentre moins de 5,0 % des nuitées normandes. Le nombre de nuitées augmente de 5,6 % dans la Manche, malgré un recul de la fréquentation étrangère. Dans le Calvados et l'Eure, la hausse de la fréquentation dépasse également les 4,0 %. Pour la première fois depuis 2015, la capacité d'accueil des hôtels normands diminue très légèrement (- 0,5 %). Dans le même temps, la structure de l'offre se modifie : certains établissements de 1 à 2 étoiles n'ayant pas renouvelé leur demande de classement, la capacité d'accueil de ces hôtels recule de 17 % tandis que celle des hôtels non classés augmente de 64 %. Ainsi, la fréquentation double par rapport à 2017 dans cette dernière catégorie et baisse dans les hôtels de une à deux étoiles (*figure 4*).

Les touristes hollandais, allemands et belges affluent dans les campings

Entre avril et septembre 2018, quatre millions de nuitées ont été comptabilisées dans les campings normands. Avec 9,0 % de nuitées supplémentaires en un an, la Normandie est la région de province pour laquelle la fréquentation est la plus dynamique. Cette progression est particulièrement marquée pour la clientèle étrangère (+ 11,0 %), qui représente 38,9 % des nuitées, soit sept points de plus qu'au niveau national. Les Hollandais, Allemands et Belges portent la quasi-totalité de cette hausse. Ce dynamisme se retrouve dans tous les départements, et de façon plus marquée en

Seine-Maritime, dans le Calvados et dans l'Eure (respectivement 9,6 %, 9,8 % et 12,7 % ; *figure 5*). Ces départements bénéficient notamment d'une forte croissance des nuitées étrangères, allant de 14,5 % à 20,0 %. À l'inverse, les hausses plus modérées de la fréquentation de la clientèle étrangère dans la Manche et l'Orne (respectivement + 2,3 % et + 4,7 %) sont couplées avec des variations de la fréquentation ne dépassant pas 8,0 % dans ces départements.

Comme pour les hôtels, le parc des campings s'est recomposé en 2018, avec une montée en gamme de l'offre. La capacité d'hébergement des campings de 1 à 2 étoiles baisse quand celles des non classés et des 3 étoiles ou plus augmentent. La fréquentation des campings de 1 à 2 étoiles baisse ainsi de 5,8 % au profit des non classés (+ 11,6 %) et des 3 étoiles ou plus (+ 23,4 % ; *figure 6*).

Une fréquentation particulièrement dynamique en mai

En 2018, la fréquentation est en hausse par rapport à 2017 pour tous les mois de l'année, exceptés janvier, février et avril. Le calendrier des vacances scolaires, le nombre élevé de ponts, et les bonnes conditions météorologiques ont dynamisé très fortement l'activité touristique au mois de mai. Les touristes ont afflué dans les hôtels (+ 7,3 %) et encore davantage dans les campings (+ 34,4 %). Les mois de juillet, août et septembre, qui totalisent la moitié de l'ensemble des nuitées dans les hôtels et les campings, enregistrent une hausse comprise entre 7,1 % et 11,0 %. ■

Pour en savoir plus

- Poupet C., Raspaud G., « Saison touristique 2018 : Fréquentation record en Normandie pour la deuxième année consécutive », *Insee Flash Normandie* n° 71, novembre 2018

1 Fréquentation des hôtels et des campings

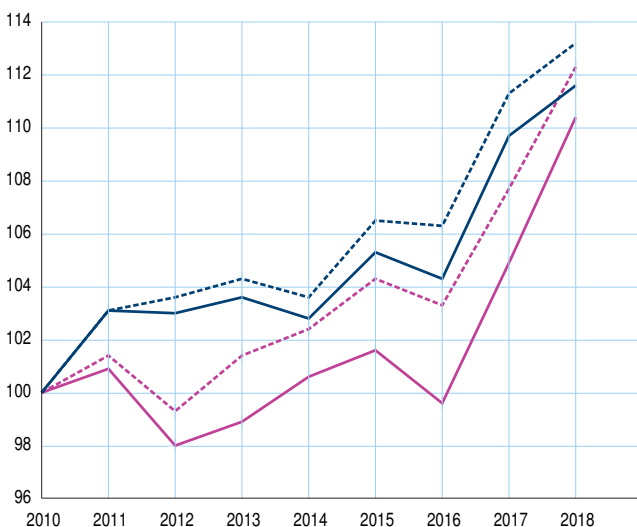
	Normandie		France métropolitaine	
	Hôtels	Campings	Hôtels	Campings
Arrivées	5 164	1 118	119 760	24 685
Français	3 972	640	80 781	16 326
Étrangers	1 192	478	38 979	8 360
Nuitées	8 136	3 969	214 881	125 007
Français	6 135	2 426	133 458	85 271
Étrangers	2 002	1 544	81 423	39 736
Durée moyenne du séjour (en jours)	1,6	3,6	1,8	5,1
Français	1,5	3,8	1,7	5,2
Étrangers	1,7	3,2	2,1	4,8

Note : données 2018 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que d'avril à septembre.

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

2 Évolution des nuitées dans les hôtels et les campings

— Nombre de nuitées - Normandie
 - - Nombre d'arrivées - Normandie
 — Nombre de nuitées - France métropolitaine
 - - Nombre d'arrivées - France métropolitaine
 indice base 100 en 2010



Notes : données 2018 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que d'avril à septembre.

Source : Insee en partenariat avec la DGE et des comités régionaux du tourisme (CRT).

3 Nombre de nuitées dans les hôtels par département

	Nombre de nuitées dans les hôtels			Part des nuitées effectuées en 2018 par une clientèle étrangère (en %)
	2018 (en milliers)	Évolution 2018/2017 (en %)	Évolution annuelle moyenne 2017/2012 (1) (en %)	
Calvados	3 383	+ 4,8	+ 1,4	28,1
Eure	623	+ 4,1	- 0,2	15,2
Manche	1 271	+ 5,6	- 0,7	23,5
Orne	381	+ 6,4	- 3,1	20,7
Seine-Maritime	2 478	- 0,1	+ 1,4	23,3
Normandie	8 136	+ 3,4	+ 0,7	24,6
France entière	219 468	+ 2,4	+ 0,8	37,4

(1) Taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

4 Nombre de nuitées dans les hôtels selon la catégorie

	Nombre de nuitées en 2018 (milliers)		Évolution 2018/2017 (en %)	
	Normandie	France entière	Normandie	France entière
1-2 étoiles	2 150	51 073	- 16,4	- 9,8
3 étoiles	3 038	82 093	- 3,2	+ 2,3
4-5 étoiles	1 665	57 464	+ 9,0	+ 6,3
Non classés	1 284	28 839	+ 103,1	+ 23,7
Total	8 136	219 468	+ 3,4	+ 2,4

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

5 Nombre de nuitées dans les campings par département

	Nombre de nuitées dans les campings			Part des nuitées effectuées en 2018 (en %)	
	2018 (en milliers)	Évolution 2018/2017 (en %)	Évolution annuelle moyenne 2017/2012 (1) (en %)	Par une clientèle étrangère	Sur emplacements équipés
Calvados	1 759	9,8	4,5	39,6	54,3
Eure	177	12,7	4,0	49,6	24,3
Manche	1 309	8,0	0,3	35,8	34,2
Orne	109	7,2	2,4	24,9	16,0
Seine-Maritime	615	9,6	4,6	42,8	31,4
Normandie	3 969	9,2	2,9	38,9	41,7
France métropolitaine	125 007	0,8	2,1	31,8	53,2

Note : données 2018 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que d'avril à septembre. De 2010 à 2016, le mois d'avril a été estimé.

(1) Taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

6 Nombre de nuitées dans les campings selon la catégorie

	Nombre de nuitées en 2018 (en milliers)		Évolution 2018/2017 (en %)	
	Normandie	France métropolitaine	Normandie	France métropolitaine
1-2 étoiles	580	14 845	- 5,8	- 6,5
3-4-5 étoiles	3 185	104 858	+ 11,6	+ 2,4
Non classés	204	5 304	+ 23,4	- 7,0
Total	3 969	125 007	+ 9,2	+ 0,8

Note : données 2018 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que d'avril à septembre. De 2010 à 2016, le mois d'avril a été estimé.

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

Commerce extérieur

Hausse de la facture énergétique en 2018, un déficit commercial qui se détériore

Si les résultats des échanges commerciaux au niveau national affichent en 2018 une évolution à part quasi égale entre exportations (+ 3,8 %) et importations (+ 3,6 %), il n'en est pas de même en Normandie où les acquisitions de biens étrangers augmentent de 12,6 %, contre des ventes à l'international dont la hausse se limite à 4,5 %. Ces résultats sont induits par la remontée du prix du pétrole, premier poste d'importation de la région, et par une reprise du commerce mondial moins soutenue qu'escomptée qui freine la croissance des exportations normandes. En 2018, la Normandie subit ainsi une nouvelle détérioration de son déficit commercial qui augmente de 64,0 % par rapport à 2017. Hors énergie, les flux de la région restent dominés par le secteur de la chimie avec un excédent de 1,4 milliard d'euros.

Marithé Connan, Directrice de Normandie

En 2018, la Normandie se maintient au sixième rang des régions françaises¹ et contribue à hauteur de 7,2 % aux exportations nationales, avec un montant de 34,7 milliards d'euros. La région capte 7,9 % des importations de la France, soit 44,1 milliards d'euros.

Forte détérioration du taux de couverture

En 2018, la facture énergétique de la Normandie est en grande partie la cause de l'augmentation du déficit commercial de la région, qui atteint 9,4 milliards d'euros, contre 5,7 en 2017 (*figure 1*). De plus, si le solde commercial hors produits pétroliers reste excédentaire de 4,3 milliards d'euros, il diminue pour la première fois depuis 2015, en retrait de 24 % par rapport à 2017.

La structure des échanges extérieurs de la région souligne le lien fort entre les flux, car les importations nourrissent essentiellement les principaux secteurs d'exportation de l'économie normande. L'année 2018 est marquée par des commandes importantes dans la suite du retour à la croissance enregistrée dès le début de 2017, mais en contrepartie des ventes finalement moins dynamiques qu'escomptées.

Les produits pétroliers constituent 40 % du total des importations normandes et non loin d'un tiers de la facture énergétique de la France (*figure 2*). Le secteur de la chimie se place en deuxième position ; en hausse de plus de 14 %, il représente 13 % des achats de la région. Les matériels de transport, fournissant pour l'essentiel le secteur automobile, constituent, avec 8 %, le troisième poste des importations et connaissent une augmentation de plus de 9 %.

L'Allemagne, principal partenaire commercial

L'Allemagne demeure le plus important fournisseur hors énergie de la Normandie (3,5 milliards d'euros, soit 8 % des approvisionnements de la région), devant la Belgique (2,7 milliards d'euros), suivie par la Chine (1,9 milliard d'euros). Si l'on inclut l'énergie, c'est alors l'Arabie Saoudite qui s'octroie la première place avec 4,1 milliards d'euros (*figure 3*).

Le secteur de la chimie prédomine dans les exportations, il représente 19 % des ventes de la région. Les produits pharmaceutiques conservent leur deuxième place, réalisant 16 % des exportations normandes et affichant une évolution de 18 % en un an.

L'Union Européenne reste la principale destination des produits normands absor-

bant 54,0 % des exportations. L'Allemagne se maintient à la première place (8,9 % soit 3,1 milliards d'euros), suivie par les États-Unis (8,8 %), puis l'Italie (8,2 %).

La Seine-Maritime, principal département concerné par les échanges extérieurs

La participation des départements aux échanges de la Normandie varie peu (*figure 4*). Le poids des départements de l'ex Haute-Normandie (85 % des flux), et en particulier de la Seine-Maritime (2/3 des échanges à elle seule), s'explique par le fort levier que constituent les implantations industrielles (filiales de grands groupes français et étrangers) conjugué avec l'activité de transit portuaire nourrie par l'axe Seine sous l'ensemble Haropa (ports du Havre, de Rouen et de Paris). Hors énergie, la Seine-Maritime s'impose plus spécifiquement sur les flux du secteur de la chimie, quand l'Eure prédomine sur ceux des produits pharmaceutiques.

Le Calvados (troisième contributeur de la région) s'inscrit plus sensiblement dans les échanges liés aux matériels de transport (précisément du secteur automobile). Le département de la Manche confirme son impact dans les flux réalisés par les industries agro-alimentaires. Enfin, le département de l'Orne est porté plus particulièrement par le secteur de la machine-outil. ■

¹ Comparaison des montants en valeurs, respectivement des exportations et des importations réalisées par chacune des régions françaises sur le total des exportations et des importations de la France.

Pour en savoir plus

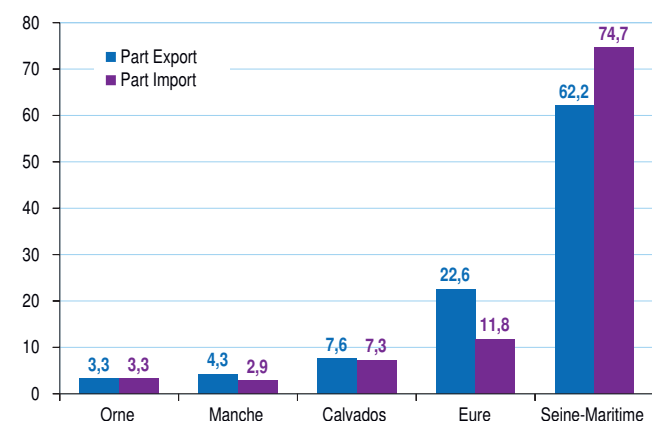
- « Chiffres clés de la Direccte de Normandie », pages 48 et 49, Édition 2018, Juillet 2018
- Brunet L., Jerrari K., Levouin C., « 4 500 petites et moyennes entreprises exportatrices en Normandie », *Insee Analyses Normandie* n° 35, juillet 2017

1 Échanges internationaux en Normandie de 2014 à 2018

Normandie	2014	2015	2016	2017	en milliers 2018
Export total	32 082	32 043	30 749	33 200	34 718
Import total	39 761	35 406	33 361	38 904	44 075
Solde total	-7 679	-3 363	-2 612	-5 704	-9 357
Export hors produits pétroliers	27 251	28 362	27 876	29 423	30 438
Import hors produits pétroliers	21 607	22 437	22 396	23 798	26 181
Solde hors produits pétroliers	5 644	5 925	5 479	5 625	4 257

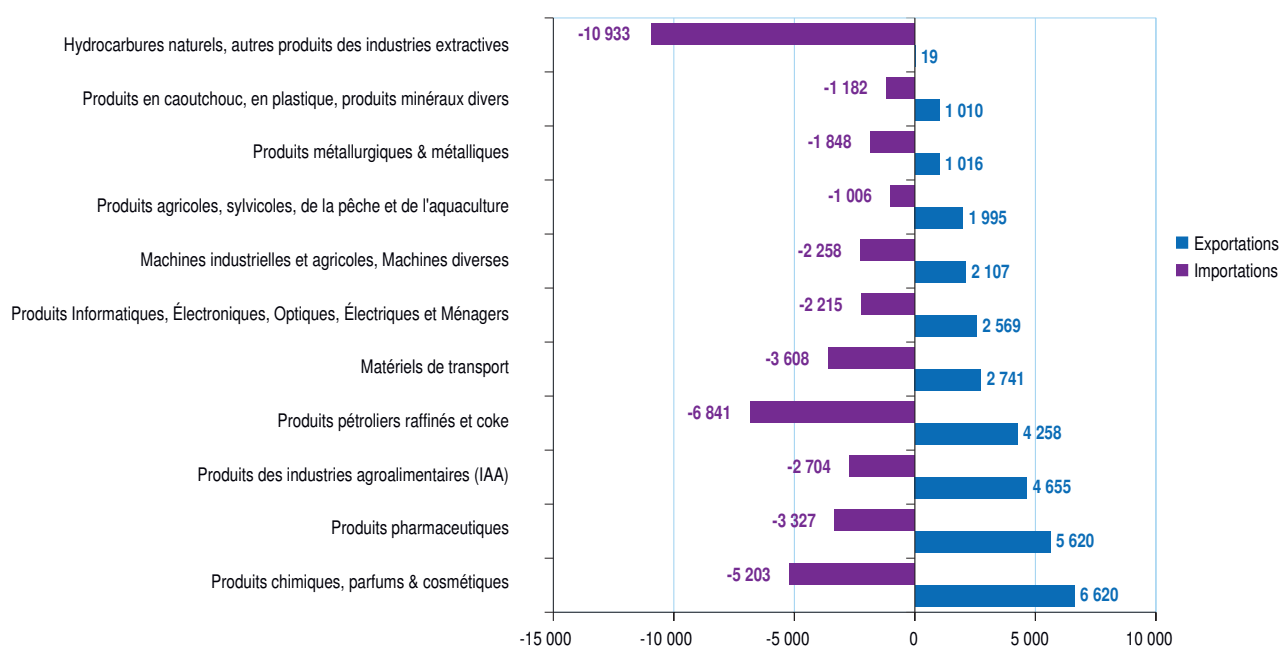
Source : Direccte Normandie

4 Les échanges internationaux par département normand en 2017



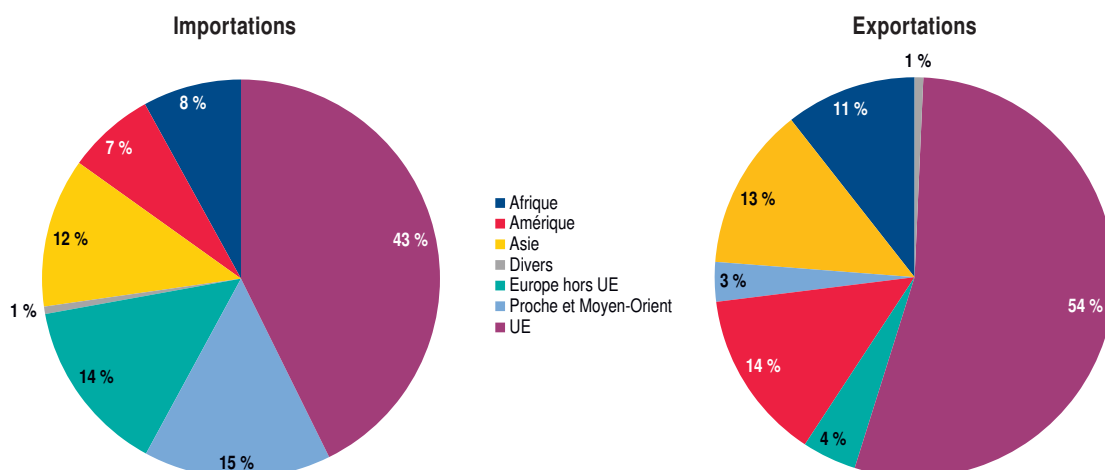
Source : Direccte Normandie

2 Palmarès des produits les plus échangés en Normandie



Source : Direccte Normandie

3 Importations et exportations normandes par zone géographique en 2017



Source : Direccte Normandie

Synthèse départementale

Calvados : le tertiaire marchand, moteur de la croissance de l'emploi

Fin 2018, 256 200 salariés sont employés dans le Calvados. L'emploi y progresse légèrement plus vite qu'au niveau régional (+ 0,5 % contre + 0,3 %), soit environ 1 200 salariés de plus qu'en 2017. La croissance est presque entièrement imputable au secteur tertiaire marchand (+ 1 060) et en particulier aux services aux entreprises (+ 610). L'emploi dans l'industrie est quasiment stable (+ 0,2 %) alors qu'il était en baisse les années précédentes. Dans le secteur de la construction, après une progression entre 2012 et 2017 du nombre de mises en chantier (+ 5,0 % par an en moyenne), celles-ci reculent en 2018 (- 6 %) comme les autorisations (- 5 %). Cette baisse de l'activité se traduit par un ralentissement des créations d'emploi dans ce secteur : + 0,6 % contre + 1,6 % l'année précédente. Les secteurs du commerce (+ 280 emplois en 2018) et de l'hébergement-restauration (+ 250) ont bénéficié en partie de la hausse de la fréquentation touristique, aussi bien dans les hôtels (+ 5 % de nuitées) que dans les campings (+ 10 %). Les créations d'entreprises sont en forte hausse en 2018 (+ 22 %), notamment celles de micro-entreprises (+ 43 %) et plus encore qu'au niveau régional. La progression la plus remarquable concerne les secteurs regroupés du commerce, de la restauration, de l'hébergement et du transport (+ 86 %). Les défaillances d'entreprise sont aussi un peu moins nombreuses (- 6 %).

Au final, le chômage continue de reculer dans le Calvados en 2018. Avec un taux de 8,1 % fin 2018, il se situe nettement en dessous du niveau régional (8,7 %). ■

Bruno Mura, Insee Normandie

1 Localisation de l'emploi des établissements marchands et non marchands de plus de 250 salariés au 31 décembre 2015



Source : Insee, Clap au 31/12/15

2 Les dix principaux établissements employeurs du secteur marchand au 31 décembre 2015

Nom de l'établissement	Tranche d'effectif	Activité (A38)	Commune
RENAULT TRUCKS	1 500 à 1 999 salariés	Fabrication de matériels de transport	Blainville-sur-Orne
PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILE SA	1 500 à 1 999 salariés	Fabrication de matériels de transport	Cormelles-le-Royal
ROBERT BOSCH FRANCE	500 à 749 salariés	Fabrication de matériels de transport	Mondeville
CAISSE REG CREDIT AGRIC MUT NORMANDIE	500 à 749 salariés	Activités financières et d'assurance	Caen
ARMATIS NORMANDIE	500 à 749 salariés	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	Caen
WEBHELP CAEN	500 à 749 salariés	Activités de services administratifs et de soutien	Colombelles
KEOLIS CAEN	500 à 749 salariés	Transports et entreposage	Héraultville-Saint-Clair
COOPERATIVE ISIGNY-SAINTE MERE	500 à 749 salariés	Fabric. denrées alimentaires, boissons et prdts à base de prdts à base de tabac	Isigny-sur-Mer
CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	500 à 749 salariés	Recherche-développement scientifique	Caen
CARREFOUR SUPPLY CHAIN	500 à 749 salariés	Transports et entreposage	Carpiquet

Source : Insee, Clap au 31/12/15

3 Évolution annuelle de l'emploi salarié dans le Calvados

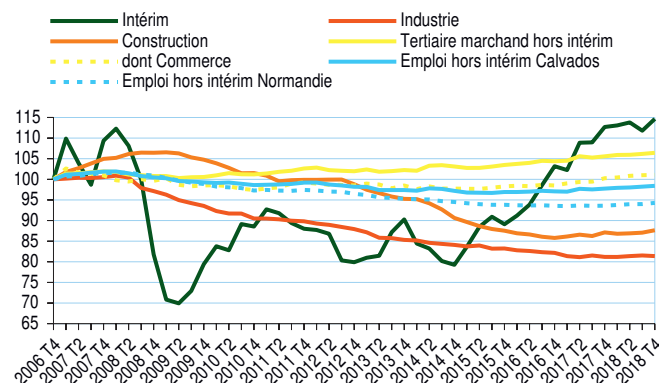
	Niveau au 4 ^e trimestre 2018	Glissement annuel (en %)		
		2018	2017	Normandie 2018
Agriculture	3 890	+ 0,6	- 0,4	+ 1,2
Industrie	31 820	+ 0,2	- 1,2	+ 0,4
IAA	8 819	+ 0,4	+ 0,8	- 0,2
Cokéfaction et industries extractives	2 771	+ 3,2	- 6,0	+ 1,4
Biens d'équipement	2 921	- 1,5	- 0,2	- 1,7
Matériels de transport	4 899	- 1,0	- 1,6	+ 1,3
Autres produits industriels	12 410	+ 0,4	- 1,6	+ 0,6
Construction	13 898	+ 0,6	+ 1,6	+ 0,7
Tertiaire marchand	120 280	+ 0,9	+ 1,7	+ 0,6
Commerce	34 189	+ 0,8	+ 1,8	+ 1,0
Transport	13 451	+ 1,1	+ 0,3	+ 0,8
Hébergement et restauration	12 892	+ 1,9	+ 4,2	+ 2,3
Information et communication	3 138	+ 4,4	+ 0,1	+ 2,8
Services financiers	7 736	- 2,0	- 1,7	- 0,2
Services immobiliers	2 309	- 0,2	- 3,9	- 2,4
Services aux entreprises	21 448	+ 2,9	+ 3,8	+ 1,8
Services aux ménages	16 014	- 2,1	- 2,6	- 1,0
Intérim	9 104	+ 1,7	+ 9,2	- 1,6
Tertiaire non marchand	86 328	- 0,1	- 0,3	- 0,4
Total	256 225	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,3

Unités : nombre, %

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

4 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands non agricoles



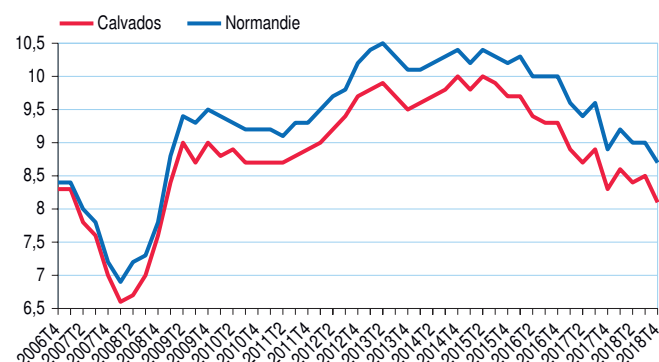
Unité : indice en base 100 au 4^e trimestre 2006septembre.

Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture et secteurs principalement non marchands

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

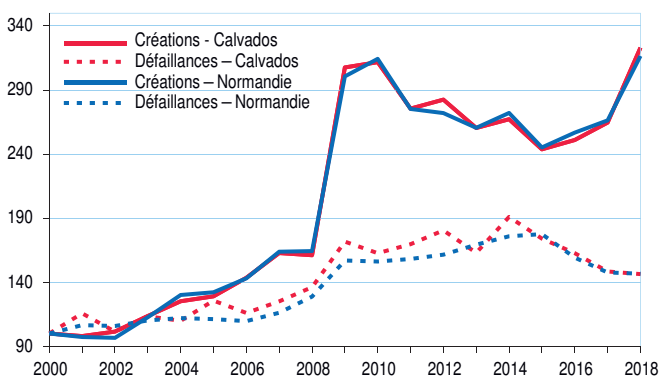
5 Évolution trimestrielle du taux de chômage



Unité : %

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

6 Créations et défaillances d'entreprises

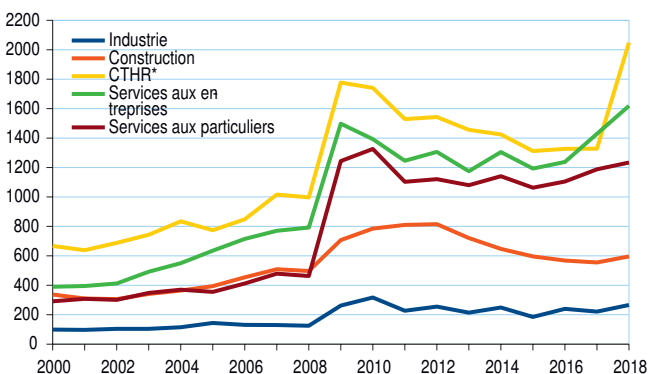


Unité : indice en base 100 en 2000

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes)

Sources : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene) - Banque de France, Fiben

7 Créations d'entreprises par secteur



* CTHR : commerce, transport, hébergement et restauration

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes)

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

8 Évolution du nombre de logements autorisés et commencés

	2018	2017	Évolution Calvados (en %)	Évolution en Normandie (en %)
Logements autorisés à la construction	5 700	5 400	- 4,8	- 5,1
Logements commencés	5 000	4 700	- 6,4	- 2,9

Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle.

Les évolutions sont calculées sur données non arrondies.

Source : SDeS, Sit@del2 (données provisoires)

9 L'hôtellerie de tourisme en 2018

	Saison (mai à sept)	Hors saison	Année Calvados	Année Normandie
Nuitées totales (milliers)	1 912	1 471	3 383	8 136
Évolution 2017-2018 (%)	+ 7,6	+ 1,4	+ 4,8	+ 3,4
Nuitées étrangères (milliers)	654	298	951	2 002
Évolution 2017-2018 (%)	+ 6,7	+ 6,2	+ 6,5	+ 6,5

Source : Insee - DGE - Réseau Mergat, module hôtellerie

10 L'hôtellerie de plein air durant la saison* 2018

	Emplacements nus	Emplacements équipés	Ensemble
Nuitées totales (milliers)	804	955	1 759
Évolution 2017-2018 (%)	- 2,6	+ 22,9	+ 9,8
Nuitées étrangères (milliers)	418	278	696
Évolution 2017-2018 (%)	+ 12	+ 18,5	+ 14,5

*La saison de camping s'étend d'avril à septembre

Source : Insee - DGE

Synthèse départementale

Eure : Hébergement-restauration, commerce et construction, principaux créateurs d'emplois

Dans l'Eure, fin 2018, les effectifs d'emploi salarié s'élèvent à près de 175 000, soit 15 % du total normand. Cet effectif est stable sur un an (+ 0,1 % soit + 190 emplois), ce qui constitue une évolution moins favorable qu'au niveau régional (+ 0,3 %). L'emploi dans le secteur agricole repart à la hausse (+ 1,6 % après - 1,5 % ; + 30 emplois). Celui de la construction se maintient à un niveau élevé, le plus important de Normandie (+ 1,6 % ; + 170 emplois). Malgré une chute de l'intérim (- 2,8 %), le secteur tertiaire marchand progresse modérément (+ 0,5 %), grâce principalement à l'hébergement-restauration et au commerce. Ces secteurs ont pleinement profité de l'excellente année touristique (+ 4,1 % de nuitées en hôtel et + 12,7 % en camping). À l'inverse, l'emploi dans l'industrie est une nouvelle fois en repli (- 0,4 % après - 0,2 %). Il recule également dans le secteur public (tertiaire non marchand ; - 0,3 % après - 0,9 %). Le taux de chômage de l'Eure accompagne la tendance baissière régionale et s'établit à 8,8 %, son niveau le plus bas depuis début 2009. Il reste cependant légèrement supérieur à celui de la région (8,7 %), seulement devancé par la Seine-Maritime.

Les créations d'entreprise dans l'Eure ont fortement progressé (+ 15 %), mais toutefois moins nettement qu'en Normandie (+ 19 %). Les secteurs des services aux particuliers et de l'industrie y contribuent fortement (+ 28 % chacun). Le nombre de défaillances d'entreprises diminue encore cette année (- 3 %) et passe sous la barre des 150 unités. ■

Camille Hurard, Insee Normandie

1 Localisation de l'emploi des établissements marchands et non marchands de plus de 250 salariés au 31 décembre 2015



Source : Insee, Clap au 31/12/15

2 Les dix principaux établissements employeurs du secteur marchand au 31 décembre 2015

Nom de l'établissement	Tranche d'effectif	Activité (A38)	Commune
SANOFI PASTEUR	2 000 à 2 999 salariés	Industrie pharmaceutique	Val-de-Reuil
SNECMA	1 000 à 1 499 salariés	Fabrication de matériels de transport	Vernon
GLAXO WELLCOME PRODUCTION	1 000 à 1 499 salariés	Industrie pharmaceutique	Évreux
APTAR LE VAUDREUIL	750 à 999 salariés	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques	Le Vaudreuil
APTAR LE NEUBOURG	500 à 749 salariés	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques	Le Neubourg
CONNECTEURS ELECTRIQUES DEUTSCH	500 à 749 salariés	Fabrication d'équipements électriques	Évreux
GOODRICH ACTUATION SYSTEM SAS	500 à 749 salariés	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	Saint-Marcel
SCA TISSUE FRANCE	500 à 749 salariés	Travail du bois, industries du papier et imprimerie	Hondouville
JANSSEN CILAG	500 à 749 salariés	Industrie pharmaceutique	Val-de-Reuil
RENAULT SAS	500 à 749 salariés	Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	Val d'Hazey

Source : Insee, Clap au 31/12/15

3 Évolution annuelle de l'emploi salarié dans l'Eure

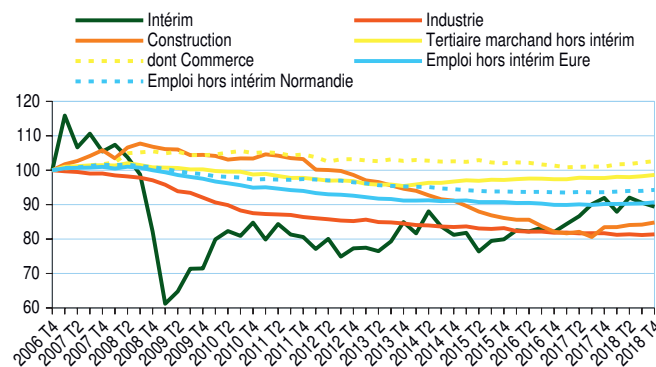
	Niveau au 4 ^e trimestre 2018	Glissement annuel (en %)		
		2018	2017	Normandie 2018
Agriculture	1 949	+ 1,6	- 1,5	+ 1,2
Industrie	36 995	- 0,4	- 0,2	+ 0,4
IAA	3 363	- 0,4	- 3,2	- 0,2
Cokéfaction et industries extractives	2 104	- 2,1	+ 4,3	+ 1,4
Biens d'équipement	6 306	- 1,2	- 1,3	- 1,7
Matériels de transport	1 852	- 4,3	+ 1,4	+ 1,3
Autres produits industriels	23 369	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,6
Construction	10 103	+ 1,6	+ 1,6	+ 0,7
Tertiaire marchand	68 672	+ 0,5	+ 1,6	+ 0,6
Commerce	20 556	+ 1,6	- 0,3	+ 1,0
Transport	8 949	+ 0,9	+ 2,2	+ 0,8
Hébergement et restauration	5 784	+ 5,7	+ 4,2	+ 2,3
Information et communication	1 567	+ 1,5	- 0,2	+ 2,8
Services financiers	2 696	- 0,8	- 7,0	- 0,2
Services immobiliers	1 158	- 2,0	- 4,1	- 2,4
Services aux entreprises	11 629	+ 0,4	+ 3,1	+ 1,8
Services aux ménages	8 551	- 2,1	- 2,5	- 1,0
Intérim	7 784	- 2,8	+ 12,1	- 1,6
Tertiaire non marchand	57 239	- 0,3	- 0,9	- 0,4
Total	174 959	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,3

Unités : nombre, %

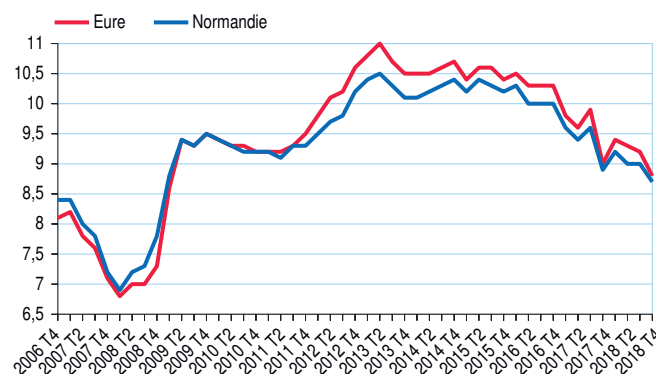
Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

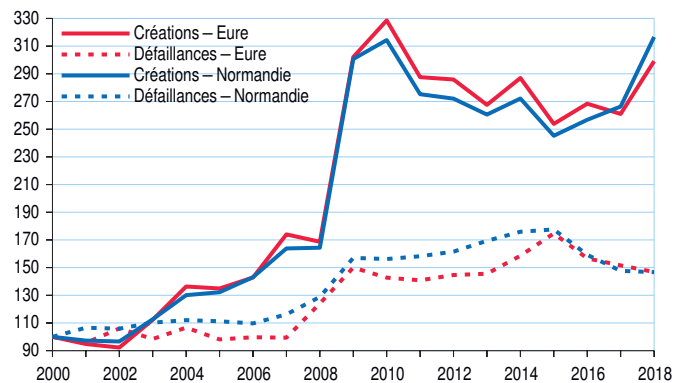
4 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands non agricoles



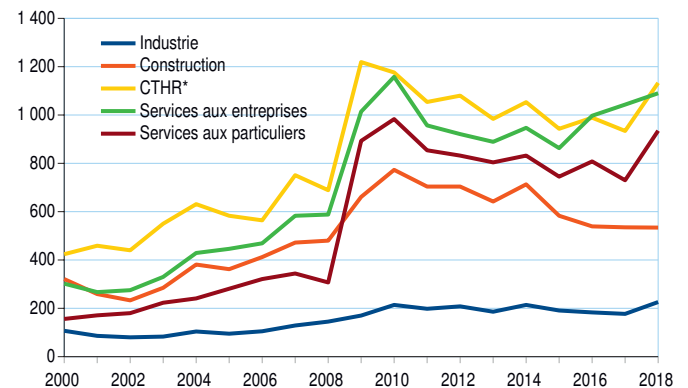
5 Évolution trimestrielle du taux de chômage



6 Créations et défaillances d'entreprises



7 Créations d'entreprises par secteur



8 Évolution du nombre de logements autorisés et commencés

	2018	2017	Évolution Eure (en %)	Évolution en Normandie (en %)
Logements autorisés à la construction	2 300	2 800	- 21,5	- 5,1
Logements commencés	2 100	2 500	- 18,7	- 2,9

Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle.

Les évolutions sont calculées sur données non arrondies.

Source : SDeS, Sit@del2 (données provisoires)

9 L'hôtellerie de tourisme en 2018

	Saison (mai à sept)	Hors saison	Année Eure	Année Normandie
Nuitées totales (milliers)	311	312	623	8 136
Évolution 2017-2018 (%)	6,2	2,2	4,1	3,4
Nuitées étrangères (milliers)	59	35	95	2 002
Évolution 2017-2018 (%)	0,0	0,0	3,2	6,5

Source : Insee - DGE - Réseau Mergoat, module hôtellerie

10 L'hôtellerie de plein air durant la saison* 2018

	Emplacements nus	Emplacements équipés	Ensemble
Nuitées totales (milliers)	134	43	177
Évolution 2017-2018 (%)	+ 13,1	+ 11,4	+ 12,7
Nuitées étrangères (milliers)	82	6	88
Évolution 2017-2018 (%)	+ 20,7	+ 11,0	+ 20,0

*La saison de camping s'étend d'avril à septembre

Source : Insee - DGE

Synthèse départementale

Manche : Plus forte création d'emplois et taux de chômage le plus bas de la région

Fin 2018, le département de la Manche totalise 169 400 emplois salariés. En progrès de + 1,1 % (+ 1 800 emplois), il s'agit de la hausse la plus importante de la région. Toutefois, cette embellie n'est pas générale. Elle profite au secteur tertiaire marchand (+ 1,9 % soit +1 190 salariés), grâce à l'intérim (+ 500 emplois), aux services aux entreprises et au commerce (+ 350 chacun). La croissance est forte également dans l'industrie (+ 2,8 % ; + 930 emplois) et l'agriculture (+ 2,2 % ; + 100 salariés).

En revanche, le secteur tertiaire non marchand perd des emplois (- 0,5 % ; - 290 emplois) comme la construction (- 0,6 % ; - 80 emplois). Dans ce dernier, la baisse peut s'expliquer par la chute sensible des mises en chantier de logements (- 19,0 %). Cependant, le nombre de logements autorisés progresse lui de 8,0 % et permet d'espérer une reprise.

L'embellie sur le marché du travail se poursuit avec une baisse de 0,3 % du taux de chômage en un an. Avec 6,6 % fin 2018, c'est de loin le taux le plus bas des départements normands.

Le nombre de créations d'entreprise (2 500 en 2018) progresse à un rythme moins soutenu qu'au niveau régional (+ 12 % contre + 19 %). Le secteur industriel a été particulièrement porteur (+ 42 %). En revanche, les défaillances d'entreprise sont plus nombreuses pour la deuxième année consécutive (+ 16 %).

La fréquentation des campings de la Manche ne se dément pas et représente un tiers des nuitées régionales. Elles progressent de 8,0 %, un rythme proche de celui observé en Normandie (+ 9,0 %). Les nuitées en hôtel, quant à elles, croissent plus vite dans la Manche que dans la région (+ 5,6 % contre + 3,4 %). ■

Camille Hurard, Insee Normandie

1 Localisation de l'emploi des établissements marchands et non marchands de plus de 250 salariés au 31 décembre 2015



Source : Insee, Clap au 31/12/15

2 Les dix principaux établissements employeurs du secteur marchand au 31 décembre 2015

Nom de l'établissement	Tranche d'effectif	Activité (A38)	Commune
AREVA NC	3 000 à 3 999 salariés	Industrie chimique	Herqueville
DCNS NAVIRES ARMES CHERBOURG	1 000 à 1 499 salariés	Fabrication de matériels de transport	Cherbourg-en-Cotentin
ACOME SOC COOP PARTICIPA SA COOP A CV	1 000 à 1 499 salariés	Fabrication d'équipements électriques	Romagny Fontenay
CNPE DE FLAMANVILLE	750 à 999 salariés	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et air conditionné	Les Pieux
AREVA NP	750 à 999 salariés	Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, ingénierie, contr. analyse techn.	Cherbourg-en-Cotentin
"LES MAÎTRES LAITIERS COTENTIN"	500 à 749 salariés	Fabric. denrées alimentaires, boissons et prdts à base de tabac	Sottevast
SOCOPA VIANDES	500 à 749 salariés	Fabric. denrées alimentaires, boissons et prdts à base de tabac	Coutances
ELLE & VIRE PRODUITS LAITIERS	500 à 749 salariés	Fabric. denrées alimentaires, boissons et prdts à base de tabac	Condé-sur-Vire
JEAN CHEREAU SAS	250 à 499 salariés	Fabrication de matériels de transport	Ducey-Les Chéris
ELECTRICITE DE FRANCE	250 à 499 salariés	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et air conditionné	Flamanville

Source : Insee, Clap au 31/12/15

3 Évolution annuelle de l'emploi salarié dans la Manche

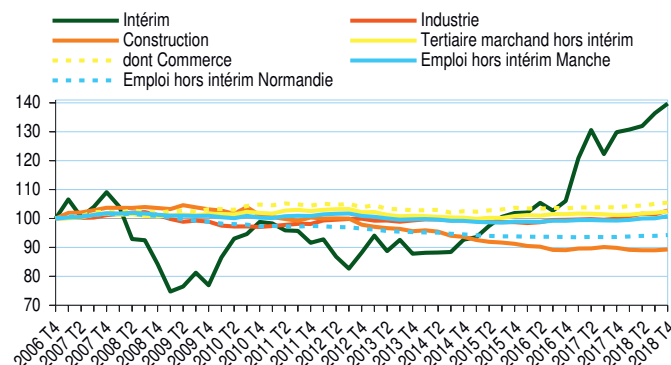
	Niveau au 4 ^e trimestre 2018	Glissement annuel (en %)		
		2018	2017	Normandie 2018
Agriculture	4 329	+ 2,2	+ 1,0	+ 1,2
Industrie	33 175	+ 2,8	+ 0,4	+ 0,4
IAA	7 310	- 3,1	+ 0,2	- 0,2
Cokéfaction et industries extractives	3 559	+ 7,2	+ 1,0	+ 1,4
Biens d'équipement	3 036	+ 1,2	+ 0,5	- 1,7
Matériels de transport	5 416	+ 9,0	+ 3,1	+ 1,3
Autres produits industriels	13 855	+ 3,1	- 0,7	+ 0,6
Construction	12 081	- 0,6	+ 0,9	+ 0,7
Tertiaire marchand	63 555	+ 1,9	+ 1,5	+ 0,6
Commerce	21 674	+ 1,6	+ 0,3	+ 1,0
Transport	5 373	- 1,8	- 1,1	+ 0,8
Hébergement et restauration	5 465	+ 1,1	+ 3,5	+ 2,3
Information et communication	1 479	+ 0,4	+ 7,4	+ 2,8
Services financiers	2 670	- 2,0	- 6,3	- 0,2
Services immobiliers	907	+ 1,0	- 1,8	- 2,4
Services aux entreprises	9 332	+ 3,7	- 2,7	+ 1,8
Services aux ménages	10 134	+ 1,1	- 0,1	- 1,0
Intérim	6 522	+ 7,6	+ 22,4	- 1,6
Tertiaire non marchand	56 139	- 0,5	- 0,9	- 0,4
Total	169 417	+ 1,1	+ 0,4	+ 0,3

Unités : nombre, %

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

4 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands non agricoles



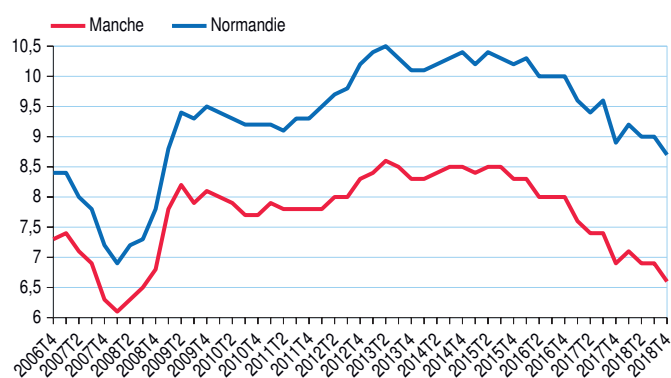
Unité : indice en base 100 au 4^e trimestre 2006septembre.

Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture et secteurs principalement non agricoles

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

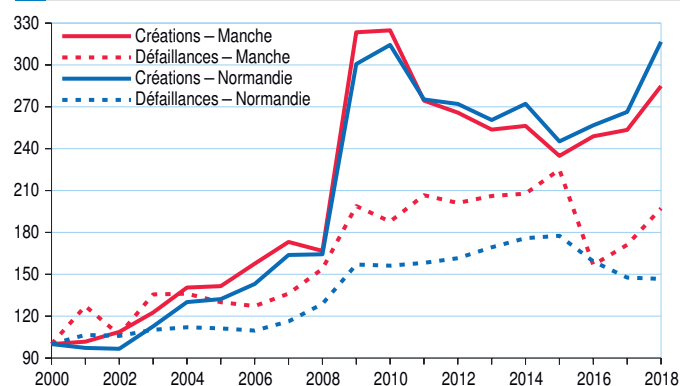
5 Évolution trimestrielle du taux de chômage



Unité : %

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

6 Créations et défaillances d'entreprises

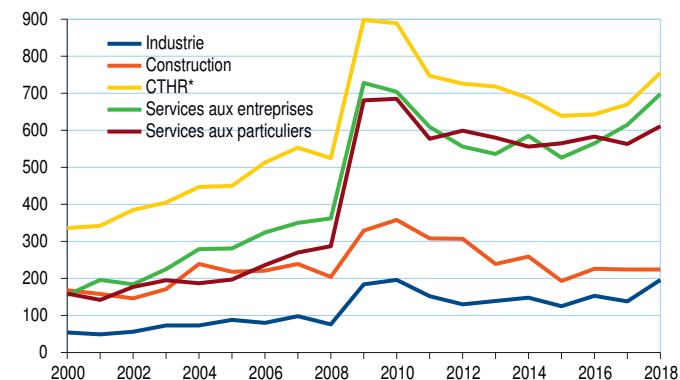


Unité : indice en base 100 en 2000

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes)

Sources : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene) - Banque de France, Fiben

7 Créations d'entreprises par secteur



* CTHR : commerce, transport, hébergement et restauration

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes)

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

8 Évolution du nombre de logements autorisés et commencés

	2018	2017	Évolution Manche (en %)	Évolution en Normandie (en %)
Logements autorisés à la construction	2 300	2 100	+ 8,3	- 5,1
Logements commencés	2 100	2 500	- 18,7	- 2,9

Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle.

Les évolutions sont calculées sur données non arrondies.

Source : SDeS, Sit@del2 (données provisoires)

9 L'hôtellerie de tourisme en 2018

	Saison (mai à sept)	Hors saison	Année Manche	Année Normandie
Nuitées totales (milliers)	718	553	1 271	8 136
Évolution 2017-2018 (%)	+ 7,6	+ 3,1	+ 5,6	+ 3,4
Nuitées étrangères (milliers)	197	101	299	2 002
Évolution 2017-2018 (%)	- 4,1	+ 4,9	- 1,2	+ 6,5

Source : Insee - DGE - Réseau Mergat, module hôtellerie

10 L'hôtellerie de plein air durant la saison* 2018

	Emplacements nus	Emplacements équipés	Ensemble
Nuitées totales (milliers)	862	448	1 309
Évolution 2017-2018 (%)	+ 6,6	+ 10,9	+ 8,0
Nuitées étrangères (milliers)	348	121	469
Évolution 2017-2018 (%)	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,3

*La saison de camping s'étend d'avril à septembre

Source : Insee - DGE

Synthèse départementale

Orne : la baisse de l'emploi se poursuit en 2018

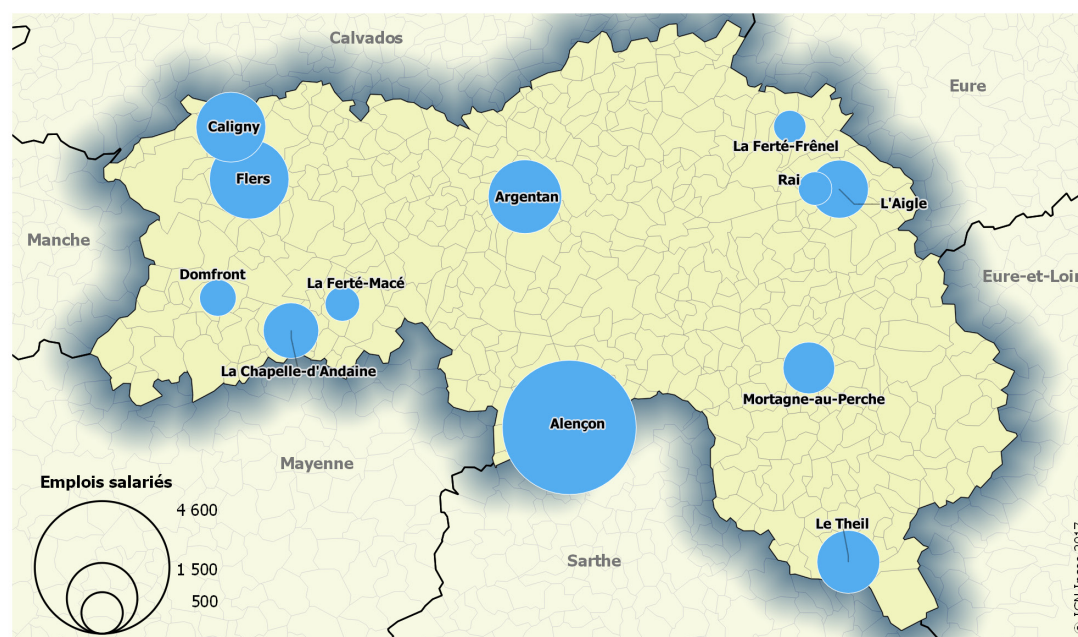
Fin 2018, 90 940 personnes occupent un emploi salarié dans l'Orne. C'est le seul département de la région où l'emploi salarié est en recul (- 0,7 %, soit 630 emplois en moins). La moitié de ces pertes d'emploi se situe dans le secteur tertiaire non marchand. Quasiment tous les secteurs d'activité sont touchés, en dehors des services aux ménages (+ 4,1 %, soit 200 emplois en plus) et des industries agroalimentaires (+ 3,2 %, + 170). En proportion, le plus fort recul concerne la fabrication de biens d'équipements (- 6,8 %, soit une centaine de postes). Dans ce contexte, le taux de chômage stagne en 2018 (- 0,1 %). Il reste cependant bien en dessous du niveau régional : 8,1 % contre 9,8 %.

Le marché de la construction ornaise est réduit. Avec environ 500 logements mis en chantier en 2018, il représente seulement 3 % des mises en chantier régionales. Ce nombre est pourtant supérieur de 8 % à celui de 2017. Plus inquiétant pour ce secteur, les autorisations baissent de près de 10 %. L'activité dans le secteur du tourisme est plus dynamique. Les nuitées dans les hôtels ont progressé de 6,4 %, plus forte hausse de la région. Cependant, les volumes concernés sont faibles (moins de 5 % des nuitées normandes). Les nuitées dans les campings ont elles aussi augmenté (+ 7,2 %), mais plus faiblement que dans les autres départements normands.

Le département est le moins dynamique en termes de créations d'entreprise : + 9 % contre + 19 % pour la région. Sans les micro-entrepreneurs, l'Orne serait même le seul département normand où elles reculeraient. Ce moindre dynamisme est en partie compensé par une nette baisse des défaillances (- 14 %). ■

Bruno Mura, Insee Normandie

1 Localisation de l'emploi des établissements marchands et non marchands de plus de 250 salariés au 31 décembre 2015



2 Les dix principaux établissements employeurs du secteur marchand au 31 décembre 2015

Nom de l'établissement	Tranche d'effectif	Activité (A38)	Commune
FAURECIA SIEGES D'AUTOMOBILE S N V	1 000 à 1 499 salariés	Fabrication de matériels de transport	Caligny
SOFEDIT	750 à 999 salariés	Fabric. denrées alimentaires, boissons et prdts à base de tabac	Rives d'Andaine
CHARAL	500 à 749 salariés	Fabrication de matériels de transport	Val-au-Perche
SOCIETE FROMAGERE DE DOMFRONT	250 à 499 salariés	Fabric. denrées alimentaires, boissons et prdts à base de tabac	Flers
DECA PROPRETE NORMANDIE-CENTRE-LOIRE	250 à 499 salariés	Fabric. denrées alimentaires, boissons et prdts à base de tabac	Domfront en Poirais
SCA HYGIENE PRODUCTS SUPPLY	250 à 499 salariés	Activités de services administratifs et de soutien	Alençon
SOCIETE ROVAL	250 à 499 salariés	Travail du bois, industries du papier et imprimerie	Val-au-Perche
KME BRASS FRANCE SAS	250 à 499 salariés	Industrie chimique	Flers
LISI AUTOMOTIVE NOMEI	250 à 499 salariés	Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	Rai
		Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	La Ferté-en-Ouche

Source : Insee, Clap au 31/12/15

3 Évolution annuelle de l'emploi salarié dans l'Orne

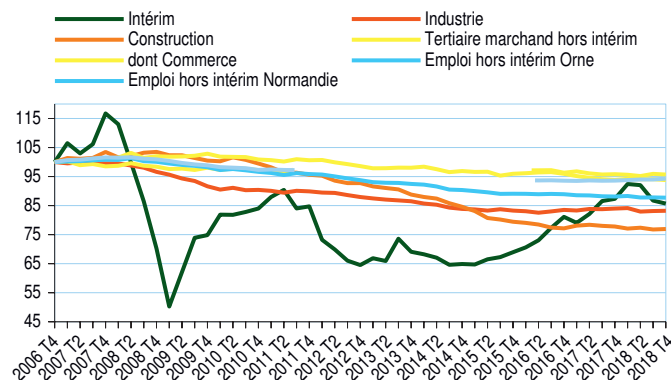
	Niveau au 4 ^e trimestre 2018	Glissement annuel (en %)		
		2018	2017	Normandie 2018
Agriculture	2 364	- 0,3	- 1,6	+ 1,2
Industrie	19 578	- 0,9	+ 0,5	+ 0,4
IAA	5 221	+ 3,2	+ 4,9	- 0,2
Cokéfaction et industries extractives	1 008	- 0,5	- 1,7	+ 1,4
Biens d'équipement	1 410	- 6,8	- 1,9	- 1,7
Matériels de transport	2 702	- 2,4	+ 0,1	+ 1,3
Autres produits industriels	9 238	- 1,7	- 0,9	+ 0,6
Construction	5 368	- 1,1	+ 0,8	+ 0,7
Tertiaire marchand	31 148	- 0,2	- 1,2	+ 0,6
Commerce	10 435	- 0,1	- 0,5	+ 1,0
Transport	4 058	- 0,4	- 2,5	+ 0,8
Hébergement et restauration	2 320	+ 0,1	- 6,3	+ 2,3
Information et communication	412	- 1,9	- 5,2	+ 2,8
Services financiers	1 657	- 4,0	- 4,5	- 0,2
Services immobiliers	582	- 0,8	- 1,6	- 2,4
Services aux entreprises	3 508	- 2,6	- 4,9	+ 1,8
Services aux ménages	4 951	+ 4,1	- 0,3	- 1,0
Intérim	3 225	- 1,9	+ 7,7	- 1,6
Tertiaire non marchand	32 523	- 1,0	- 0,4	- 0,4
Total	90 938	- 0,7	- 0,5	+ 0,3

Unités : nombre, %

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

4 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands non agricoles

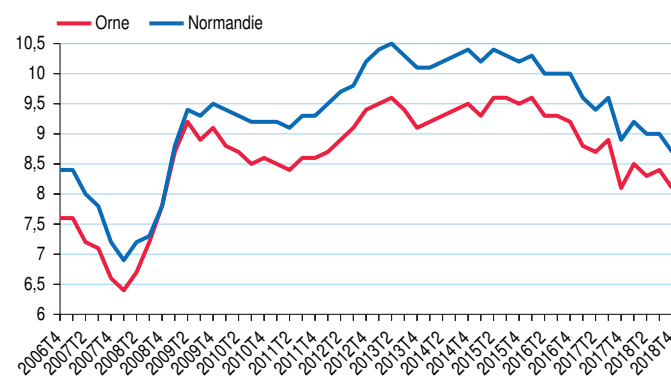

Unité : indice en base 100 au 4^e trimestre 2006septembre.

Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture et secteurs principalement non marchands

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

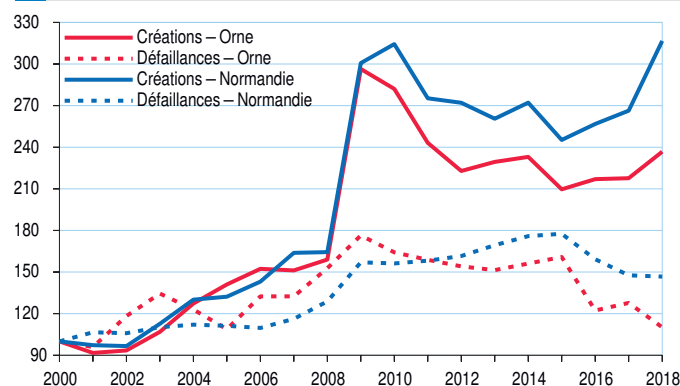
5 Évolution trimestrielle du taux de chômage



Unité : %

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

6 Créations et défaillances d'entreprises

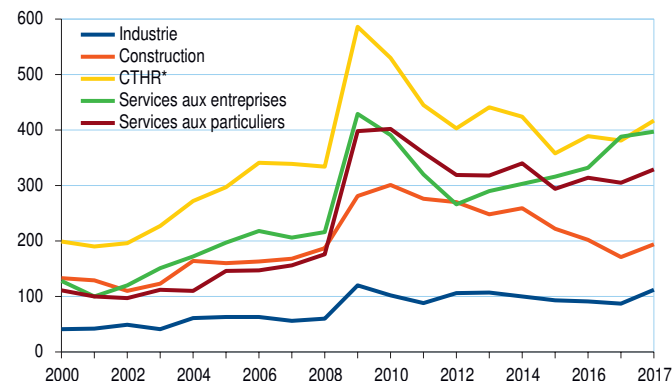


Unité : indice en base 100 en 2000

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes)

Sources : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene) - Banque de France, Fiben

7 Créations d'entreprises par secteur



* CTHR : commerce, transport, hébergement et restauration

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes)

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

8 Évolution du nombre de logements autorisés et commencés

	2018	2017	Évolution Orne (en %)	Évolution en Normandie (en %)
Logements autorisés à la construction	400	400	- 9,0	- 5,1
Logements commencés	500	500	+ 8,0	- 2,9

Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle.

Les évolutions sont calculées sur données non arrondies.

Source : SDeS, Sit@del2 (données provisoires)

9 L'hôtellerie de tourisme en 2018

	Saison (mai à sept)	Hors saison	Année Orne	Année Normandie
Nuitées totales (milliers)	206	175	381	8 136
Évolution 2017-2018 (%)	+ 8,0	+ 4,6	+ 6,4	+ 3,4
Nuitées étrangères (milliers)	54	25	79	2 002
Évolution 2017-2018 (%)	+ 30,6	+ 16,5	+ 25,7	+ 6,5

Source : Insee - DGE - Réseau Mergoat, module hôtellerie

10 L'hôtellerie de plein air durant la saison* 2018

	Emplacements nus	Emplacements équipés	Ensemble
Nuitées totales (milliers)	91	17	109
Évolution 2017-2018 (%)	+ 5,1	+ 19,5	+ 7,2
Nuitées étrangères (milliers)	26	1	27
Évolution 2017-2018 (%)	+ 5,5	- 9,8	+ 4,7

*La saison de camping s'étend d'avril à septembre

Source : Insee - DGE

Synthèse départementale

Seine-Maritime : le chômage passe sous la barre des 10 %

En fin d'année 2018, l'emploi salarié en Seine-Maritime s'élève à plus de 467 200 emplois. Un effectif stable par rapport à 2017 (+ 0,1 % soit + 340 emplois). La Seine-Maritime représente plus de 40,0 % de l'emploi salarié régional. Après une année 2017 difficile, les emplois des secteurs de l'agriculture et de la construction se redressent (+ 1,3 % chacun, soit respectivement + 40 et + 380 salariés). Ce dernier a bénéficié de la hausse du nombre de logements mis en chantier (+ 6,0 %) mais la baisse de celui des logements autorisés à la construction n'augure pas d'une embellie durable. L'industrie ne perd plus d'emplois en 2018 contrairement aux années précédentes ; son évolution reste cependant inférieure au niveau régional (+ 0,1 % contre + 0,3 %). L'emploi tertiaire marchand progresse peu, en partie à cause de la chute de l'intérim (- 5,6 %).

L'amélioration de l'emploi salarié concorde avec la baisse du chômage. En Seine-Maritime, il passe sous la barre symbolique des 10 % à la fin 2018, soit son niveau le plus bas depuis début 2009. Il reste cependant le plus élevé de tous les départements normands.

Grâce aux micro-entrepreneurs et aux entreprises individuelles, les créations d'entreprise se sont envolées. C'est en Seine-Maritime que l'augmentation est la plus forte (+ 23,0 %) en particulier dans le secteur regroupant le commerce, les transports, l'hébergement et la restauration. Les défaillances d'entreprise sont en repli à un niveau équivalent à celui de la région (- 1,4 % contre - 1,5 %).

La Seine-Maritime est le seul département normand où les nuitées dans les hôtels ne progressent pas en 2018 (- 0,1 %). À l'opposé, les nuitées en camping, à l'image de la région, sont très dynamiques (+ 9,6 %). ■

Camille Hurard, Insee Normandie

1 Localisation de l'emploi des établissements marchands et non marchands de plus de 250 salariés au 31 décembre 2015



Source : Insee, Clap au 31/12/15

2 Les dix principaux établissements employeurs du secteur marchand au 31 décembre 2015

Nom de l'établissement	Tranche d'effectif	Activité (A38)	Commune
RENAULT SAS	3 000 à 3 999 salariés	Fabrication de matériels de transport	Cléon
RENAULT SAS	2 000 à 2 999 salariés	Fabrication de matériels de transport	Sandouville
AIRCELLE	1 500 à 1 999 salariés	Fabrication de matériels de transport	Gonfreville-l'Orcher
CNPE DE PALUEL	1 500 à 1 999 salariés	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	Paluel
MUTUELLE ASSURANCE TRAVAILLEUR MUTUALIST	1 500 à 1 999 salariés	Activités financières et d'assurance	Rouen
POCHET DU COURVAL	1 000 à 1 499 salariés	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits	Hodeng-au-Bosc
GRAND PORT MARITIME DU HAVRE	1 000 à 1 499 salariés	Transports et entreposage	Le Havre
TOTAL RAFFINAGE FRANCE	1 000 à 1 499 salariés	Cokéfaction et raffinage	Gonfreville-l'Orcher
TRANSPORTS COMMUNS AGGLOMERATION ROUEN	1 000 à 1 499 salariés	Transports et entreposage	Rouen
EXXONMOBIL CHEMICAL FRANCE	1 000 à 1 499 salariés	Industrie chimique	Port-Jérôme-sur-Seine

Source : Insee, Clap au 31/12/15

3 Évolution annuelle de l'emploi salarié dans la Seine-Maritime

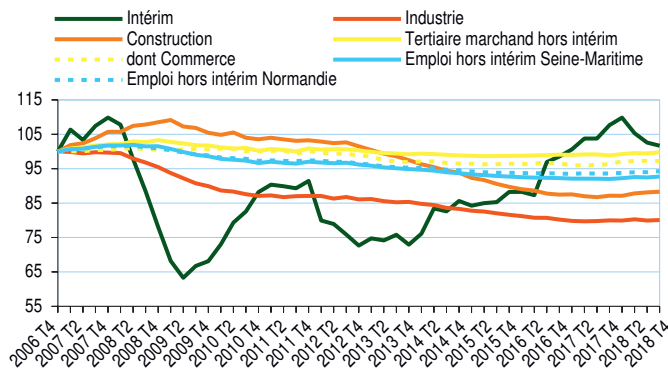
	Niveau au 4 ^e trimestre 2018	Glissement annuel (en %)		
		2018	2017	Normandie 2018
Agriculture	3 203	+ 1,3	- 1,3	+ 1,2
Industrie	74 760	+ 0,1	- 0,3	+ 0,4
IAA	10 451	- 0,0	+ 2,7	- 0,2
Cokéfaction et industries extractives	12 189	+ 0,2	- 2,0	+ 1,4
Biens d'équipement	6 663	- 2,5	- 2,2	- 1,7
Matériels de transport	10 706	+ 0,6	+ 2,8	+ 1,3
Autres produits industriels	34 751	+ 0,5	- 1,1	+ 0,6
Construction	28 910	+ 1,3	- 0,3	+ 0,7
Tertiaire marchand	205 407	+ 0,3	+ 0,6	+ 0,6
Commerce	52 471	+ 0,9	- 0,2	+ 1,0
Transport	36 389	+ 1,3	- 0,6	+ 0,8
Hébergement et restauration	14 375	+ 2,3	+ 3,3	+ 2,3
Information et communication	5 468	+ 3,3	+ 3,6	+ 2,8
Services financiers	14 189	+ 1,9	+ 0,4	- 0,2
Services immobiliers	4 363	- 4,5	- 3,0	- 2,4
Services aux entreprises	39 931	+ 1,6	- 0,2	+ 1,8
Services aux ménages	20 407	- 1,7	- 2,7	- 1,0
Intérim	17 814	- 5,6	+ 9,3	- 1,6
Tertiaire non marchand	154 951	- 0,5	- 0,9	- 0,4
Total	467 230	+0,1	-0,1	+0,3

Unités : nombre, %

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

4 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands non agricoles



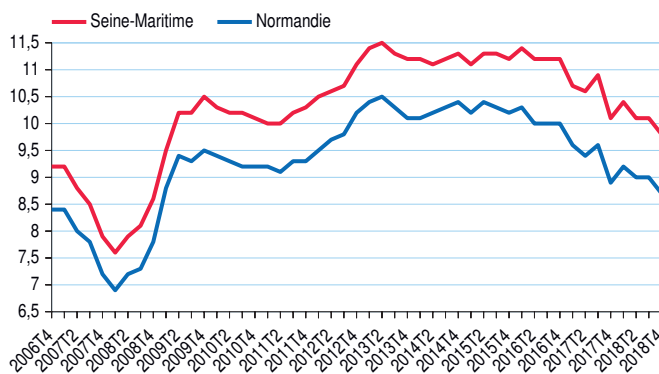
Unité : indice en base 100 au 4^e trimestre 2006septembre.

Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture et secteurs principalement non marchands

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

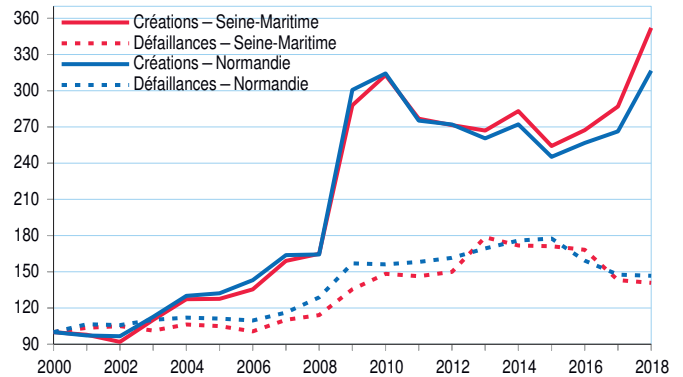
5 Évolution trimestrielle du taux de chômage



Unité : %

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

6 Créations et défaillances d'entreprises

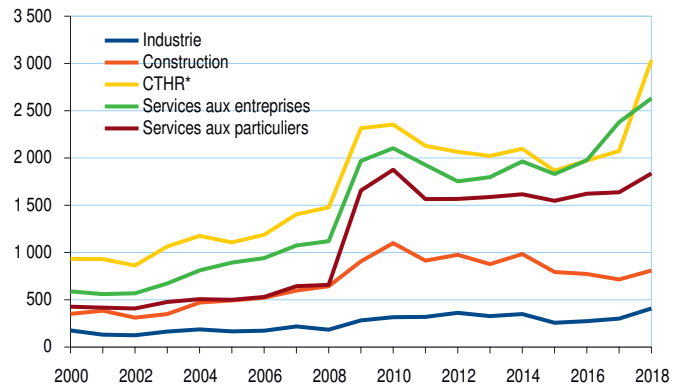


Unité : indice en base 100 en 2000

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes)

Sources : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene) - Banque de France, Fiben

7 Créations d'entreprises par secteur



* CTHR : commerce, transport, hébergement et restauration

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes)

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

8 Évolution du nombre de logements autorisés et commencés

	2018	2017	Évolution Seine-Maritime (en %)	Évolution en Normandie (en %)
Logements autorisés à la construction	6 800	6 900	- 2,1	- 5,1
Logements commencés	6 400	6 000	+ 5,9	- 2,9

Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle.

Les évolutions sont calculées sur données non arrondies.

Source : SDeS, Sit@del2 (données provisoires)

9 L'hôtellerie de tourisme en 2018

	Saison (mai à sept)	Hors saison	Année Seine-Maritime	Année Normandie
Nuitées totales (milliers)	1 292	1 186	2 478	8 136
Évolution 2017-2018 (%)	+ 1,0	- 1,3	- 0,1	+ 3,4
Nuitées étrangères (milliers)	54	25	79	2 002
Évolution 2017-2018 (%)	+ 8,0	- 0,4	+ 5,0	+ 6,5

Source : Insee - DGE - Réseau Mergoat, module hôtellerie

10 L'hôtellerie de plein air durant la saison* 2018

	Emplacements nus	Emplacements équipés	Ensemble
Nuitées totales (milliers)	422	193	615
Évolution 2017-2018 (%)	+ 12,4	+ 4,1	+ 9,6
Nuitées étrangères (milliers)	229	35	263
Évolution 2017-2018 (%)	+ 22,0	- 9,4	+ 16,7

*La saison de camping s'étend d'avril à septembre

Source : Insee - DGE

Définitions

Arrivées ou séjours

Nombre de clients différents qui séjournent une ou plusieurs nuits consécutives dans un même hôtel.

Durée moyenne de séjour (hôtellerie, hôtellerie de plein air)

Rapport du nombre de nuitées au nombre d'arrivées des clients hébergés.

Catégories de demandes d'emploi établies par Pôle emploi

La publication des effectifs de demandeurs d'emploi inscrits se fait selon les catégories statistiques suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), y compris les demandeurs d'emploi en convention de reclassement personnalisé (CRP) et en contrat de transition professionnelle (CTP), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Cessation d'entreprise

Il s'agit de l'arrêt total de l'activité économique de l'entreprise. Il ne faut pas confondre la notion de défaillance avec la notion plus large de cessation. Les liquidations qui font suite à une défaillance ne représentent qu'une partie, variable avec le temps et le secteur d'activité, de l'ensemble des cessations.

Chômeur au sens du Bureau International du Travail (BIT)

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau International du Travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé au moins une heure durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Remarque : un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi (et inversement).

Création d'entreprise

La statistique mensuelle des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du répertoire national des entreprises et des établissements (Sirene). Depuis le 1^{er} janvier 2007, la notion de création d'entreprise s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons : une création d'entreprise correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Par rapport aux immatriculations dans Sirene, on retient comme création pour satisfaire au concept harmonisé :

- 1) les créations d'entreprise correspondant à la création de nouveaux moyens de production (il y a nouvelle immatriculation dans Sirene) ;
- 2) les cas où l'entrepreneur (il s'agit en général d'un entrepreneur individuel) reprend une activité après une interruption de plus d'un an (il n'y a pas de nouvelle immatriculation dans Sirene mais reprise de l'ancien numéro Siren) ;
- 3) les cas où l'entrepreneur redémarre une activité après une interruption de moins d'un an mais avec changement d'activité ;
- 4) les reprises par une entreprise nouvelle de tout ou partie des activités et moyens de production d'une autre entreprise (il y a nouvelle immatriculation dans Sirene) lorsqu'il n'y a pas continuité de l'entreprise reprise. On considère qu'il n'y a pas continuité de l'entreprise si parmi les trois éléments suivants concernant le siège de l'entreprise, au moins deux sont modifiés lors de la reprise : l'unité légale contrôlant l'entreprise, l'activité économique et la localisation.

Depuis les données relatives à janvier 2009, à la suite de la mise en place du régime de l'auto-entrepreneur (renommé micro-entrepreneur, à compter du 19 décembre 2014), les statistiques de créations d'entreprise incluent les demandes de créations enregistrées dans Sirene au titre de ce régime. Ce dénombrement n'inclut pas les entrepreneurs déjà en activité avant le 1^{er} janvier 2009 et qui avaient demandé, à titre dérogatoire au plus tard le 31 mars 2009, à bénéficier du régime micro-social et du versement fiscal libératoire en 2009.

Défaillance d'entreprise

Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre.

Remarque : il ne faut pas confondre la notion de défaillance et la notion de cessation (voir cette dernière définition).

Demandeurs d'emploi en fin de mois / DEFM

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à Pôle emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

Demandeurs d'emploi de longue durée / DELD

Les demandeurs d'emploi de longue durée (DELD) sont ceux inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus.

Emploi salarié

Par salariés, il faut entendre toutes les personnes qui travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre unité institutionnelle résidente en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente. Les non salariés sont les personnes qui travaillent mais sont rémunérées sous une autre forme qu'un salaire.

Entreprise

L'entreprise est la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes.

Établissement

L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. Un établissement produit des biens ou des services : ce peut être une usine, une boulangerie, un magasin de vêtements, un des hôtels d'une chaîne hôtelière, la « boutique » d'un réparateur de matériel informatique, etc. L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie.

Hôtellerie de plein air (camping)

Les campings-caravanings classés le sont selon les normes Atout France en vigueur depuis juillet 2012. Ils sont classés de 1 à 5 étoiles.

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés qui, en fonction d'une rémunération convenue, sont embauchés et rémunérés à cet effet par l'entreprise de travail intérimaire (ou entreprise de travail temporaire).

Logement autorisé

Un logement autorisé est un logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

Logement commencé

Un logement commencé est un logement faisant partie d'un bâtiment dont les fondations sont commencées (cas des logements collectifs) ou dont les « fouilles en rigole » sont entreprises (cas des logements individuels).

Micro-entrepreneur

Le régime du micro-entrepreneur est la nouvelle dénomination pour celui de l'auto-entrepreneur depuis le 19 décembre 2014. Ce régime a été mis en place par la loi de modernisation de l'économie (LME) d'août 2008 et s'applique depuis le 1^{er} janvier 2009 aux personnes physiques qui créent, ou possèdent déjà, une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités exclues), à titre principal ou complémentaire. Il offre des formalités de création d'entreprises allégées ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu.

Nomenclature d'activités française / NAF rév. 2, 2008

La nomenclature des activités économiques en vigueur en France depuis le 1^{er} janvier 2008 est la nomenclature d'activités française (NAF rév. 2). La NAF a la même structure que de la nomenclature d'activités de la Communauté européenne (NACE rév. 2) mais elle comporte un niveau supplémentaire, spécifique à la France, celui des sous-classes.

Nuitées

Nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées de même que six personnes ne séjournant qu'une nuit.

Pôle emploi

Pôle emploi est un opérateur du service public de l'emploi. Il est issu de la fusion entre l'ANPE et le réseau des Assedic qui est devenue effective par la loi du 13 février 2008 relative à la réforme du service public de l'emploi.

Population active (BIT)

La population active dite « au sens du BIT » regroupe la population active occupée et les chômeurs ; ces deux concepts étant entendus selon les définitions du Bureau International du Travail (BIT).

Sit@del2

Sit@del2 est une base de données du système statistique public relative à la construction neuve de logements et de locaux non résidentiels. Cette base est alimentée par les informations des permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclarations préalables. Sit@del2 est la continuité de Sitadel, prenant en compte les nouvelles variables des formulaires mis en place lors de réforme du droit des sols en octobre 2007.

Taux de chômage

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs). On peut cal-

culer un taux de chômage par âge en mettant en rapport les chômeurs d'une classe d'âge avec les actifs de cette classe d'âge. De la même manière, se calculent des taux de chômage par sexe, par professions et catégories socioprofessionnelles (PCS), par région, par nationalité, par niveau de diplôme, etc.

Taux de chômage (BIT)

Le taux de chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT) est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

Taux d'occupation (hôtellerie, hôtellerie de plein air)

Rapport entre le nombre de chambres (emplacements pour les campings) occupés et le nombre de chambres (emplacements) offerts par les hôtels et campings ouverts. Il diffère du taux d'utilisation qui rapporte le nombre de chambres (emplacements pour les campings) occupés au nombre de chambres (emplacements pour les campings) au total des hôtels et campings, qu'ils soient ouverts ou fermés.

Directeur de publication	Daniel Brondel
Rédactrice en chef	Maryse Cadalanu
Secrétaires de rédaction	Tania Bchini-Valle Claire Godin
PAO	Agence Elixir
Auteurs	Insee : Khalid Jerrari (Insee Normandie) Camille Huart (Insee Normandie) Bruno Mura (Insee Normandie) Bruno Patier (Insee Div. Synthèse conjoncturelle) Jean-Louis Reboul (Insee Normandie) Sandrine Rochelle (Insee Normandie) Étienne Silvestre (Insee Normandie) SSM : Damien Barthélémy (Direccte Normandie) Élisabeth Borgne (Draaf Normandie) Marithé Connan (Direccte Normandie) Bruno Dardaillon (Dreal Normandie) Yvan Dubravica (Banque de France)
Contact presse	Carole Joselier Tél 02 35 52 49 17 carole.joselier@insee.fr
	© Insee 2019

Insee Conjoncture Normandie

Bilan économique 2018 La Normandie poursuit sa reprise sur une pente douce

Dans un contexte de ralentissement de la croissance française, l'économie normande s'est bien comportée en 2018. Quel que soit le secteur d'activité (industrie, services ou BTP), le chiffre d'affaires des entreprises progresse, à un rythme toutefois modéré par rapport à 2017. Le commerce extérieur constitue pourtant un point noir. La remontée du prix du pétrole est en grande partie responsable de la détérioration du déficit commercial normand, qui dépasse 9 milliards en 2018.

En lien avec la croissance modérée de l'économie, l'emploi normand progresse. En 2018, notre région gagne près de 3 000 emplois (+ 0,3 % par rapport à 2017) ; cette hausse reste toutefois deux fois moins vive que celle observée en France (+ 0,6 %). Les effectifs de la quasi-totalité des grands secteurs d'activité augmentent, c'est le cas de l'agriculture (+ 1,2 %), l'industrie (+ 0,4 %), la construction (+ 0,7 %) et le tertiaire marchand (+ 0,6 %). Seule la dynamique du tertiaire non marchand reste négative avec une baisse significative de 1,6 %. Les tendances normandes sont les mêmes qu'au niveau national, avec une pente généralement moins favorable. À cet égard, l'industrie fait figure d'exception, l'augmentation normande s'avérant légèrement supérieure à celle de la France. En nombre, c'est le tertiaire marchand qui apporte la plus forte contribution à la hausse des effectifs normands avec un solde positif de 3 200 salariés.

À la fin de l'année 2018, le taux de chômage s'établit en Normandie à 8,7 %. Concomitamment à la hausse de l'emploi, la baisse du chômage s'est donc poursuivie en 2018 (- 0,2 %), à un rythme cependant beaucoup moins soutenu qu'en 2017 (- 1,1 %). Le taux de chômage régional atteint là son niveau le plus bas depuis une dizaine d'années. L'amélioration du marché du travail profite en premier lieu aux jeunes de moins de 25 ans et aux hommes. Au contraire, les femmes ne profitent que peu de cette embellie et les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans sont en légère augmentation. De même, la part des personnes inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an ne cesse de croître, cette situation concernant aujourd'hui presque un chômeur sur deux.

Comme le marché du travail, la démographie d'entreprise montre une dynamique positive, le chiffre de plus de 22 000 entreprises créées en 2018 constituant même un record en Normandie. Mais, cette hausse spectaculaire est exclusivement portée par les entreprises individuelles et les micro-entreprises.

Conjoncture n° 18
Juin 2019

ISSN 2493-7495

Insee Normandie
5, rue Claude Bloch
BP 95137
14024 CAEN Cedex

Directeur de publication :
Daniel Brondel

Rédactrice en chef :
Maryse Cadalanu

Attachée de presse :
Carole Joseller
02 35 52 49 17

© Insee 2019